

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

**C'est contre la
guerre qui vient
et contre l'Union
sacrée que doit se
faire le
Front
révolutionnaire**

En place de pain, paix et liberté...

Misère, Guerre, Oppression

Le Front populaire a du plomb dans l'aile

J'ai lu attentivement la déclaration ministérielle.

Je ne m'attendais certes pas à y trouver des conceptions originales, des affirmations osées ou des pensées profondes. Je sais ce que valent ces morceaux d'éloquence parlementaire et qu'ils ont tous un but unique, toujours le même, quelle que soit l'orientation politique du ministre et quels que soient les personnages qui entrent en fonctions.

Ce but, c'est de contenter suffisamment les amis et de ne pas trop mécontenter les adversaires de la combinaison gouvernementale.

En l'espèce, le grand art consiste à laisser discrètement entendre aux premiers qu'on servira leur politique et favorisera les intérêts qui sont attachés au triomphe de celle-ci et à donner aux seconds des apaisements de nature à les rassurer.

Cet art, Camille Chautemps le possède à fond et il l'exerce avec une rare virtuosité : doigté, souplesse, subtilité, nuances, sont des qualités (?) dont, maintes fois déjà il a administré la preuve.

S'il est vrai que, à la tribune parlementaire, le comble de l'art c'est de parler longtemps pour ne rien dire, le Président du Conseil est incontestablement un artiste consommé, et la déclaration dont il a tout récemment donné lecture à la Chambre le démontre surabondamment.

A peine a-t-il exprimé l'intention de faire adopter par les représentants du peuple une disposition législative témoignant de quelque hardiesse et risquant d'effaroucher la majorité et de provoquer la méfiance ou l'hostilité de la minorité qu'il s'empresse d'entourer ledit projet de loi des mille précautions, garanties, réserves et dérogations qui, le dépillant de tout caractère audacieux et quelque peu subversif, le rendent finalement acceptable par les partis et la presse d'opposition.

La déclaration ministérielle dont je parle est riche en exemples de cette espèce.

S'agit-il des lois sociales que la pression de l'opinion publique et l'action directe des travailleurs ont mis le Parlement en demeure de voter ? Le Cabinet Chautemps ne manque pas de déclarer qu'il ne saurait être question d'y toucher : « ce qui est acquis reste acquis ».

Mais, depuis dix-huit mois, les milieux parlementaires ont eu le temps de constater l'inspiration pratique, quasi totale, de ces lois sociales ; et, par ailleurs, M. Chautemps a nettement affirmé que, à l'avenir, toute agitation ayant un caractère illégal serait rigoureusement interdite et impitoyablement réprimée et que les poussées revendicatives du prolétariat resteraient, désormais, strictement contenues et enfermées dans le cadre des lois établies et dans le respect et le maintien de l'ordre public.

Or, chacun sait ce que signifie, au vrai, un tel engagement. Sébastien FAURE.

(lire la suite en 6° page)

Voilà le résultat du Front populaire

Il faut lui substituer le front révolutionnaire antipolitique et d'action directe

Il paraît bien que la chute du Front populaire dans l'Union nationale ne soit pas accueillie dans la masse travailliste de ce pays avec tout l'enthousiasme que souhaiteraient ses promoteurs. L'extraordinaire confusion ou sombre cette formation politicienne désorientée les travailleurs qui avaient mis en elle toute leur confiance. On leur avait promis de faire payer les riches : on leur offre un surcroît de misère par une diminution constante de leur pouvoir d'achat rogné chaque jour un peu plus par la hausse vertigineuse des prix.

On leur avait promis la liberté : et maintenant on tente de ligoter le prolétariat dans les rêts d'un statut du travail qui ne peut favoriser que le patronat.

On leur avait promis la paix : l'internationalisme prolétarien s'effondre dans le chauvinisme le plus éhonté ; la course aux armements nous mène aux abîmes ; le spectre de la guerre grandit et projette son ombre sanglante sur tout l'univers « civilisé ».

Sur les volets du triptyque électoral, pain, paix et liberté, se substitue maintenant la formule misère, guerre et oppression.

Le Front populaire aura amené la plus grande trahison qui se soit jamais vue des aspirations de la masse qui travaille et qui peine.

Cette trahison était facile à pronostiquer et nous l'avions dès longtemps prévue. Elle était inévitable. Elle était inévitable, car il est fallacieux de laisser croire aux masses que les problèmes sociaux peuvent trouver des solutions de facilité, surtout à une époque comme celle que nous traversons, où les antagonismes sociaux s'exacerbent dans la mesure même où le fossé entre les classes s'approfondit.

Dans cette faillite de la politique traditionnelle, tous les partis portent une responsabilité partagée. Mais la plus lourde pèse sur ces pseudo-partis du prolétariat qui comme la S.F.I.O. ou la S.F.I.C. ont comme but et comme raison d'être de défendre la classe ouvrière et de faire triompher ses aspirations.

La semaine passée nous disions qu'un dilemme se posait devant le prolétariat : ou action révolutionnaire ou défaite nouvelle.

Ce mécontentement, ce désenchantement du prolétariat se traduit par des manifestations opposicionnelles dans les partis qui indiquent suffisamment que la défaite n'est pas encore chose faite, loin de là. Les éléments les plus actifs, les plus indépendants, les plus sains, sont décidés à la lutte. Ils comprennent parfaitement que le prolétariat se trouve à la croisée des chemins : ou se laisser intégrer dans l'Union nationale en

formation, ou se situer en toute indépendance hors de l'opportunisme traître du stalinisme et de la lâcheté socialiste et radicale.

Les militants de la Fédération de la Seine de la S.F.I.O. ont tout récemment manifesté leur volonté de lutte en faisant triompher la tendance Marceau Pivert. Le Front révolutionnaire a été acclamé. Nous nous en réjouissons, nous qui en fumes avec la gauche révolutionnaire les promoteurs.

Mais le Front révolutionnaire n'aura d'effets pratiques que s'il tourne résolument le dos aux cadres du parti et s'il échappe à l'influence délétaire du personnel gouvernemental qui forme les cadres dirigeants de la S.F.I.O. Autrement, il ne fera que canaliser à l'intérieur du parti le mécontentement et demeurera sans rayonnement à l'extérieur.

Où Front révolutionnaire ! Front révolutionnaire de tous les dupes des partis, des adversaires de la main tendue aux ennemis du prolétariat, des adversaires de l'Union sacrée, de l'entente des exploités avec les exploités.

FRONT REVOLUTIONNAIRE CONTRE LA MISERE, LA GUERRE ET L'OPPRESSION



La grande pensée du règne

« Voilà le problème de ce début d'année. Paix sociale ou guerre sociale ? Or nul ne doute de ceci : la paix sociale en France est un facteur de paix européenne ; la guerre sociale en France est un encouragement à la guerre européenne. »

R. Belin (Syndicats.)

Une circonstance malencontreuse ayant supprimé mon article de la semaine dernière, je dois, pour la compréhension de celui-ci, en rappeler l'essentiel. Je m'efforçais d'y montrer que la formule « de Thorez à Paul Reynaud » était autre chose que l'imagination aventureuse d'un homme politique à la recherche d'une formation parlementaire stable. J'y voyais comme une préfiguration encore timide sans doute, de l'Union Sacrée, une étape vers la mobilisation des consciences qui doit nécessairement précéder la mobilisation des corps.

On sait aujourd'hui quel sort a été réservé à la tentative de Léon Blum. Cela signifie-t-il pour autant que soit aban-

donnée cette idée d'un grand rassemblement national réalisé sur les ruines du marxisme et l'abandon de la lutte de classes ? Pas le moins du monde. Sans doute le nouveau gouvernement paraît-il plus étroit et conséquemment plus sectaire que le précédent puisque ses membres appartiennent à peu près tous au parti radical-socialiste. Mais un gouvernement se définit avant tout par sa majorité et par sa politique. En ce qui concerne sa majorité, tous les journaux ont constaté le caractère insolite et même unique en temps de paix d'un appui parlementaire qui va de l'extrême-gauche à l'extrême-droite et qui rassemble plus de cinq cents députés.

Cette quasi-unanimité n'est point le fait de l'éloquence de M. Chautemps. Et en dépit de l'ostentation dont M. Bonnet a été victime de la part des socialistes alors qu'il essayait de former son équipe, qui osera soutenir que celle-ci n'eût pas reproduit trait pour trait le ministère actuel ? Aimable comédie, attitude avantageuse que Bergery, seul interpellateur qui comptât (et ceci encore est à souligner) eût raison de dénoncer à la tribune. Quant aux communistes qui avaient, par leur abstention, fait tomber le précédent cabinet Chautemps ou figuraient des ministres socialistes, ils apportèrent sans véhémence leurs voix au nouveau cabinet radical dont la politique ouvrière offrira moins encore de garanties.

Ainsi s'est réalisée cette nouvelle union nationale et c'est seulement cela qui im-

porte. Les ministères sont instables ; celui de Chautemps n'aura peut-être point longue vie et d'aucuns se tailleront une facile popularité en le mettant en difficulté sur le plan social. Mais là n'est point l'intérêt. Il est dans ce fait insolite depuis la guerre d'une majorité gouvernementale qui partant de Thorez s'étend bien au delà de Paul Reynaud. Dès lors il n'est pas nécessaire que les divers groupes de la majorité soient représentés au gouvernement (il peut même être utile qu'ils ne le soient pas), ce qui compte c'est le programme, c'est la politique que les coalisés vont s'entendre à faire.

Quelle est cette politique ? Quel est le ciment de l'alliance ? Pourquoi ces hommes qui, hier encore se dressaient les uns contre les autres, conviennent-ils aujourd'hui de conjuguer leurs efforts ? A ces questions une seule réponse est possible. Le commun dénominateur de toutes ces fractions, c'est la même pensée, ce sont les mêmes soucis impérialistes. Qu'on ne s'y trompe pas.

LASHORTES.

(lire la suite en 6° page)

Le scandale continue

Doutreau est toujours en prison !

Pire que sous Laval-Tardieu, disions-nous la semaine dernière, les faits confirment que nous n'exagérons pas.

Doutreau arrêté à Annemasse, transféré d'abord à Annecy, attendant du bon plaisir de ces messieurs de la gendarmerie qui excipent manquement de « personnel » qu'on voudrait bien le conduire à Meaux, vient d'être transféré à la prison de Dijon. Et de nouveau depuis près de huit jours, il attend, qu'enfin, on se décide de le conduire au Parquet de Meaux, qui le réclame.

Ne penserait-on pas être revenu à l'époque de la lettre de cachet. Un juge d'instruction, pour un motif ridicule, lance un mandat d'amener. Toute la police se met en branle et arrête notre camarade Doutreau qui ne s'est jamais soustrait à la justice. Et depuis 15 jours on le maintient en prison sans même daigner lui faire connaître le véritable motif de l'inculpation.

Le régime politique n'existant pas dans les prisons de province, notre camarade est donc au régime de droit commun et où le scandale atteint son comble, c'est que les gendarmes l'ont transféré de prison en prison les menottes au poing.

Cela se déroule sous le régime du Front Populaire qui avait inscrit dans son programme l'abrogation des lois scélérates.

Il y a dix-huit mois avec le mot d'ordre magique : Pour la liberté, les batailleurs de la politique se faisaient hisser au pouvoir. Aujourd'hui en vertu des lois scélérates, ils privent de liberté les militants révolutionnaires coupables de ne pas approuver leur politique de capitulations et d'union sacrée.

Ce scandale a trop duré.

Doutreau doit être libéré. Nous exigeons sa libération immédiate et nous sommes décidés à tout mettre en œuvre pour l'obtenir.

Et au moment où se déroule ce scandale du transfert de prison en prison de notre ami Doutreau sans même lui indiquer son « forfait », tous les journaux sont pleins de compassion pour le cagouillard Bouvier assassin des frères Rosselli. On craint pour la vie du criminel fasciste, on le protège contre un coup de main possible de ses « amis ».

La police semble bien renseignée sur toute cette affaire, beaucoup mieux renseignée qu'elle ne veut le laisser paraître. Elle connaît les véritables animateurs du C. S. A. R. et pendant qu'elle les laisse agir, qu'elle garde mobiles, soldats, leur rend peut-être les honneurs, ils complètent, font assassiner, elle les laisse en liberté, s'incline devant eux.

Anarchistes, nous n'avons jamais demandé la mise en prison de personne, nous pensons d'ailleurs que seuls les ouvriers révolutionnaires liquideront tous les complots fascistes, mais la différence de traitement est trop grande pour qu'elle ne soulève pas l'indignation de tout ce qu'il y a encore de pensée libre et d'honnêteté dans notre pays.

Liberté et organisation

par Max STEPHEN

Dans mes articles précédents j'ai insisté particulièrement sur les limites de la liberté dans la vie individuelle et sociale, et un certain nombre de lecteurs peut se poser la question suivante : « Si, comme tu l'affirmes, la liberté n'existe pas dans la production ni dans la consommation, si nous ne pouvons pas faire ce que nous voulons, quelle est donc la différence pratique entre l'anarchisme et l'étatisme, le socialisme libertaire et le socialisme autoritaire ? »

La question vaut d'être élucidée. Mais je veux, auparavant, faire remarquer qu'il m'a

fallu m'entendre sur des erreurs communes dans nos milieux, précisément à cause de leur fréquence. Cette conception abstraite, absolue, métaphysique de la liberté, qui fut tant divulguée au nom de l'anarchie, nous a fait un mal énorme et a donné trop d'armes à nos adversaires. Si l'anarchie ne doit être qu'une élucubration cérébrale plus ou moins éthique, plus ou moins esthétique, et se réduire à cette attitude intellectuelle et morale, peut-être pourrions-nous divaguer à perte de vue sur le problème de la liberté — tant que le chômage ou le policier ne nous rappelleraient pas à la réalité.

Si grand que soit notre amour de l'indépendance, nous sommes toujours et avant tout esclaves de nos besoins. Besoins matériels, besoins sentimentaux, besoins intellectuels. Pour les satisfaire, il est indispensable de nous mettre d'accord avec d'autres êtres, et de tenir compte de leur existence. Toute théorie faisant abstraction de ces facteurs à la fois élémentaires et supérieurs, n'est que vague déclamation ou simulation philosophique.

(lire la suite en 3° page)

**28 Janvier,
tous présents !**

Voir à la rubrique de la J.A.C.
l'annonce de la conférence.

Notre meeting de la Mutualité

Le meeting organisé vendredi, à la Mutualité, par l'Union anarchiste, peut être considéré comme ayant répondu à notre attente. Tenons compte qu'il constituait la première grande réunion publique donnée par l'organisation libertaire au sujet de la vie chère et de ses causes, des attaques patronales, des solutions que nous préconisons, et le résultat obtenu apparaît satisfaisant.

Au début de la réunion, Faucier, qui présidait, déclara que le régime capitaliste était durement touché et que les illusions apparues lors de la formation du Front populaire étaient en train de ternir. Il dénonça l'attitude adoptée, malgré les avertissements, par le Front populaire, le sauvetage de la bourgeoisie poursuivi par lui, ses rumeurs perfides et criminelles pour empêcher la classe ouvrière de prendre conscience de ses capacités. Faucier excusa Doutreau, qui ne pouvait prendre la parole, en raison de son arrestation, et rappela que celle-ci se produisit au cours d'une tournée de conférences sur « la main tendue aux catholiques », réunions géantes

pour tous ceux qui recherchent l'Union sacrée.

**LA SITUATION ACTUELLE
ET SES CAUSES**

Huart, Ringes, Cam et Frémont prirent ensuite tour à tour la parole.

La misère, l'incertitude, dit Huart, sont actuellement le lot des peuples sous tous les régimes. Parler seulement de vie chère ne suffit pas. Il faut faire le procès du régime et de l'esprit humain qui l'accepte. Remontons bien loin en arrière, jusqu'aux époques préhistoriques ; l'homme était

Lire en 3° page :

LE CONGRES DE LA C.N.T.

Lire en 6° page :

La décision de la F.S.I.

**LA TUTELLE STALINIENNE
EN ECHEC.**

alors désarmé, en lutte continue avec la nature, dont il était souvent victime. Les progrès de l'homme, ses découvertes, ses réalisations l'ont, au cours des âges, rendu capable de se faire, en bien des cas, aider par la nature. Nous vivons au temps du machinisme : l'homme franchit les océans d'un coup d'aile ; la téléphonie sans fil le réunit instantanément aux continents lointains ; son outillage lui permet une production géante. Cependant, nous ne sommes point les rois de l'univers : bien des hommes souffrent de la faim et du froid, parce que le régime qui régit les rapports entre les humains est illogique. L'esprit humain souffre de déséquilibre, et la morale n'a pas évolué depuis l'époque des troglodytes. Déchirer son voisin, l'écraser est la préoccupation principale de chaque individu ; hommes, partis et nations sont aux prises en une lutte continue. L'humanité semble un panier de crabes ; elle en crévera peut-être ! Une solution véritable aux maux actuels ne peut être trouvée tant que l'homme sera imprégné de la mystique de la force.

L'Etat est un grand facteur de misère. Le budget avoué ne constitue qu'une partie du budget réel. Huard rappelle un article de Jules Moch signalant que le revenu actuel de la France était de 200 à 250 milliards de francs et que l'Etat et les collectivités prélevaient sur ce revenu 125 à 130 milliards. L'orateur déclare qu'une grande partie de ce prélevement est consacré aux œuvres de destruction, que l'on ne peut sortir de cette situation financière par les réformes politiques préconisées par Jules Moch, car de nouveaux fonctionnaires, constituant une clientèle électorale, nécessiteraient un prélèvement supplémentaire pour ceux qui ne produisent pas. Huard parle du chômage et de sa relation avec la pollution de fonctionnaires de tous genres, qui servent d'intermédiaires entre l'Etat et les producteurs. Boukharine disait que l'humanité avait vécu sous trois régimes : le matriarcat, le patriarcat et le secrétariat. Nous sommes à l'époque du secrétariat.

D'autre part, l'Etat ne peut que servir le capitalisme. Plus un gouvernement est de gauche, mieux il sert le capitalisme. La Banque est maîtresse du monde. Tout le monde croit que l'argent produit et les capitalistes recherchent la multiplication de cet argent. Des rivalités financières, des krachs sont la source d'a-coups dans la production, de crises.

Ringas parla du chômage des jeunes ouvriers et de la démagogie des politiciens sur les souffrances de la jeunesse. Des jeunes manquent de connaissances professionnelles et sont dans l'impossibilité de les acquérir ; par ailleurs, ceux qui sont chômeurs désespèrent car qu'ils ont appris. La jeunesse entra tout entière dans la lutte lors des grèves de juin. Les mots d'ordre étaient clairs : pain, paix, liberté. Malheureusement, les promesses des politiciens jouèrent leur rôle. Le coût de la vie est augmenté, il n'y a pas de subventions pour les grands travaux. La paix n'est pas assurée, c'est-à-dire que la lutte pour la paix est la recherche de la tranquillité entre deux guerres ou la lutte contre la guerre ? La liberté n'a pas été protégée par une dissolution théorique des ligues fascistes, l'affaire du C.S.A.R. vient d'en fournir une preuve. Ringas rappela que les membres de la jeunesse ouvrière chrétienne, forte de 60.000 adhérents, firent le salut fasciste devant le cardinal Verdier et que les communistes tendent la main à de tels éléments.

Frémont déclara que l'on peut fabriquer beaucoup de vêtements, construire de nombreuses habitations, mais que l'on ne peut pas pour satisfaire les besoins des consommateurs. La production a lieu seulement pour l'obtention de bénéfices, de dividendes. Les vivres ne peuvent être donnés à ceux qui en manquent, car cela provoquerait la chute des cours. Une certaine reprise économique s'étant manifestée dans le monde, n'est due qu'au développement des fabrications de guerre.

LES MOYENS DE LUTTE PRECONISES

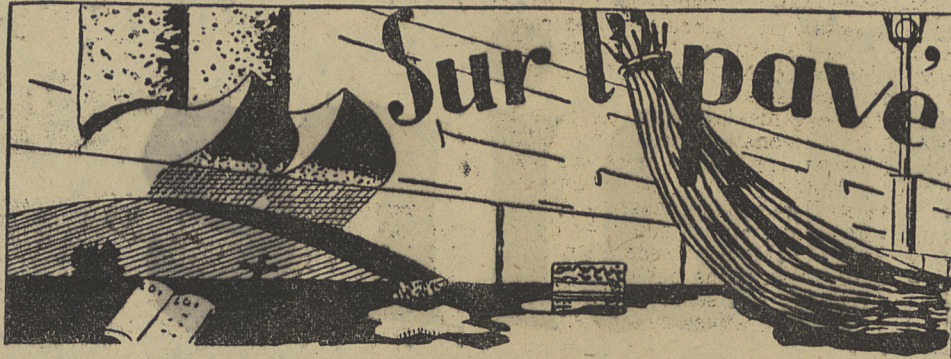
Huard pense qu'il faut montrer au peuple comment on le trompe. Il cita la phrase de Pelloutier : « Ce qui manque à la classe ouvrière, c'est la science de son malheur ». On a trop fait du syndicalisme une question de ventre. Griffoul disait que « le syndicalisme est une philosophie de l'action ». Celle-ci est une philosophie souveraine, une philosophie expérimentale. Il ne faut pas seulement faire des grèves, mais aussi l'éducation de la classe ouvrière pour la gestion de la production. Le syndicalisme ne doit pas être un agent servile de gouvernement.

Les groupes anarchistes doivent s'occuper sérieusement des problèmes de la vie courante, être l'image de la commune future. Il faut que l'Union anarchiste devienne puissante, qu'elle réunisse de nombreux adhérents. Elle pourra ainsi lutter avec efficacité contre l'ostracisme et la calomnie, travailler à la décomposition du capitalisme et à l'édification d'une nouvelle société.

Ringas adressa un appel à la jeunesse pour le renforcement de la J. A. C. Le danger fasciste encore qu'on l'ait parfois exagéré, est tout de même existant (La Roque, Doriot). La jeunesse risque d'être en proie au désarroi et de chercher, comme en Allemagne, une solution dans le fascisme. Il nous faut lui indiquer les moyens positifs d'en sortir, l'acheminer vers la voie révolutionnaire.

Il ne faut pas seulement se livrer à des manifestations, accepter des ordres du jour, déclarer Cam ; il faut lutter dans les syndicats pour le contrôle ouvrier. Si l'on considère certains arbitrages (dans le bâtiment, les produits chimiques, par exemple), on constatera l'aide apportée par le gouvernement aux capitalistes qui veulent abaisser les salaires et augmenter le prix de la vie. Le but de la C. G. T. est la suppression du patronat ; cependant, on ne veut pas que ce patronat paie les frais d'une transformation sociale. La classe ouvrière doit comprendre qu'il est nécessaire de faire supporter aux patrons les conséquences d'un changement.

Frémont montra la nécessité d'une économie dirigée produisant pour le bien-être de tous, ce qui suppose la disparition du régime capitaliste. Les améliorations promises par le Front populaire dans le domaine économique ne se sont pas réalisées. Pour induire en erreur le prolétariat, on le lie à une fraction de la classe bourgeoise ; il doit rompre avec la petite et la moyenne bourgeoisie. La semaine de qua-



Lippe... et tulipes

La Hollande est un pays heureux. Si l'on en croit les journaux, tous ses habitants, du plus pauvre au plus riche, n'ont plus qu'une seule pensée, la venue en ce bas monde d'un enfant princier, et qu'un seul espoir, que ce soit un garçon.

Pâtisseries, confiseries, fabricants de bibelots divers sont sur les dents.

Ce ne sont que nouveaux-nés en gâteau, en sucre, en plâtre et portant des inscriptions de bienvenue à l'enfant qui va naître.

Cette euphorie dure déjà depuis plusieurs jours, et si l'attente se prolonge, l'excitation sera à son comble lorsque l'heureux événement se produira.

Journalistes, photographes, cinéastes affluent, paraît-il, chaque jour, et déjà les journaux sont remplis d'annonces suggestives de la curieuse fièvre dont sont atteints les habitants du pays des tulipes.

Heureuse reine et futur grand-père, heureux prince, heureux prince de Lippe, heureux Hollandais !

De nombreux journaux ont déjà noirci du papier sur cette touchante et « unanime » manifestation de sympathie, et l'un d'eux se demandait — semble-t-il avec quelque amertume — ce qui pourrait, en France, susciter quelque chose d'analogue de la part de la population.

Quel dommage, en effet, que nous ne possédions pas, en cette douce France, un héritier de ces rois qui... de ces rois que... qui nous dispensent les bienfaits de son règne et nous mettrait dans les transes ou dans la joie chaque fois qu'il lui arriverait un événement familial bon ou mauvais.

Hélas ! trois fois hélas ! il faut, Monsieur le journaliste, en faire votre deuil.

Le Français a bien d'autres chats à fouetter et d'autres sujets passionnants sollicitent son attention.

Evidemment, les Hollandais qui ne possèdent ni cagoulauds, ni Front populaire, n'ont guère de motifs de distraction.

Et, n'ayant pas de C.S.A.R., ils se rattrapent sur leurs principes.

C'est leur affaire, bien qu'il soit permis de faire quelques réserves sur cette sorte de demifolie collective qui ne peut que servir d'exemple à ceux qui intéressent la psychologie des foules.

Et je pense, malgré tout, à tant de pauvres femmes qui voudraient bien pouvoir mettre au monde un enfant et qui redoutent tant cette éventualité, ne voulant pas que la chair de leur chair ne devienne, grâce aux conditions sociales actuelles, de la chair à souffrance, en attendant de servir de victime expiatoire à la folie des hommes.

Larue-Michel.

AU PAYS DE ROOSEVELT

Le journal anarchiste "Man" menacé d'être supprimé

Marcus Graham, éditeur du journal anarchiste « Man » et l'auteur de « An Anthology of Revolutionary Poetry » fut arrêté en 1919 par les autorités fédérales pour être expulsé au Canada. Graham est né à Montréal. Comme le gouvernement canadien refusa de l'accepter, prétendant n'avoir aucune raison pour cela, Graham fut remis en liberté après quelques mois de prison ; mais après cette détention il se vit de nouveau arrêté en 1921 ; 1930 ; 1933 et en 1937 ; toujours pour la même raison. Graham a eu l'occasion d'apprendre à ses dépens ce que c'est que la torture américaine connue sous le nom de « Third Degree » — troisième degré.

Graham est maintenant en liberté sous une caution de mille dollars. Pour refus de répondre aux questions qui lui sont posées par le juge fédéral, questions qui ont rapport à la nationalité, Graham va passer au tribunal fédéral pour offense à la cour.

Depuis 1919 Marcus Graham n'a violé aucune loi du pays, mais il est anarchiste, c'est la son crime. Il a pris au sérieux la Constitution des Etats-Unis et croyant à la liberté de la presse il a suivi son penchant d'éditeur.

La « American Civil Liberties Union » (qui répond à la Ligue des Droits de l'Homme) a pris sa défense.

On se demande si « Man » sera supprimé par notre indifférence générale sur un cas des plus importants : La Liberté de la presse. La persécution est conduite par le « Department of Labor, Washington, D. C. »

Jules Scarceriaux.

rente heures et les congés payés n'ont pas été conquis par le gouvernement de Front populaire, déclare l'orateur, mais par la classe ouvrière elle-même. Les politiciens élus en 1936 savaient qu'ils ne pourraient réaliser ce qu'ils promettaient, mais ils cherchaient uniquement à prendre le pouvoir. Les quarante heures et les congés payés sont actuellement menacés, la balance commerciale est déficitaire, les usines travaillent pour la défense nationale ; la classe ouvrière peut et doit sortir de là. Il faut que le prolétariat affirme sa capacité politique, que la C. G. T. se souvienne de la charte d'Amiens. Le programme de l'Union anarchiste est le contrôle direct des prolétaires sur la production. La C. N. T. et l'U. G. T. ont démontré, en Espagne, que ce n'était point une utopie. Notre camarade déclara, pour terminer, que les anarchistes de l'U. A. cherchent à faire de leur organisation un parti révolutionnaire, non pour diriger les masses, mais pour jouer en leur sein le rôle de stimulant, de levain, et les conduire vers leur émancipation.

LA CONFIANCE REGNE

Il faudrait être naïf comme un électeur pour douter maintenant que le grand patronat français n'ait subventionné en beaux deniers sonnantes les entreprises détonnantes et apaisantes du C.S.A.R. Du côté de chez Michelin on pourrait, certainement, avec un peu de bonne volonté faire d'intéressantes découvertes. Idem chez Wendel, Schneider et dans bien d'autres endroits aussi sans doute.

Dans son intéressante feuille Mes Dossiers, Lucien Launay nous rappelle que Eugène Deloncle, l'ingénieur conseil du C.S.A.R., était aussi membre du Comité des armateurs, vice-présidé par Paul-Cyprien Fabre, qui par le groupe Fraissinet-Cyprien Fabre est en liaison étroite avec le groupe Schneider.

A propos, que sont devenues les Deux Cents familles que le Front populaire devait si bien mettre à la raison ?

— Les deux cents familles ? Elles ont « confiance », maintenant, et c'est l'essentiel, n'est-ce pas ?

UN NOUVEAU DEFENSEUR DE L'ORDRE



Certains des hommes publics, que la tourmente de l'affaire Stavisky avait emportés dans son flot repaissant peu à peu sur l'eau et se remettent à nager de plus belle.

Ne parlons pas évidemment de Chautemps, naguère qualifié d'assassin, de traître et autres aménités par la presse bourgeoise et maintenant promu grand sauveur du franc et de la France. Un autre bourgeois qu'on croyait à jamais démonétisé et qui tente à son tour de reprendre pied, c'est Albert Dubarry. Après l'essai malheureux de la réparation de la Volonté, il y a quelques mois, il tente maintenant de lancer un petit caneton, La Réplique où l'on défend le « concentrationnisme » ainsi qu'aux plus beaux jours de l'ancienne Volonté, celle du beau Stavisky.

Camille n'oublie sans doute pas l'ami des mauvais jours et Albert Dubarry défend l'Ordre contre les agitations sociales néfastes, les grèves, la dictature de la C. G. T., etc., avec un zèle qui fait plaisir à voir chez l'ancien pensionnaire de la Villa Chagrin.

DISGRACE DE LITVINOV



Un qui ne doit pas être très tranquille en ce moment en Russie, c'est ce brave Litvinov. Le souriant diplomate russe, dont le faciès à la Pickwick était si photogénique, se serait sur le point de tomber en disgrâce. Il n'a été maintenu que parce que sa destitution ferait une impression trop fâcheuse à l'étranger et surtout auprès de la S.D.N. où il a beaucoup d'amis.

N'oublions pas, en effet, que c'est grâce à Litvinov que la « caverne des brigands impérialistes », était devenue une paisible Arcadie peuplée de doux agneaux bélants.

Malgré les services rendus, le pauvre Litvinov attend maintenant le coup de grâce — pour l'instant différé — sous la forme devenue classique du coup de browning derrière la nuque.

MENDICITE SPECIALE



C'est celle faite par l'abbé de Galard, curé de Saint-Jacques des Etats-Unis, à Lyon, appuyé par son chef hiérarchique Pierre-Marie Gerlier. Pour sauver les âmes, spécialement les âmes d'enfants, le curé en question a fait construire la petite église au milieu du village (probablement celle qui manquait au centre régional de l'Expo). Puis, n'ayant pas assez d'argent pour la payer (c'est un jeunot, il débute), il tape ses paroissiens... et les autres. Comme il dit : « Que vous soyez catholique pratiquant ou simplement esprit large, libéral et compréhensif des besoins de notre temps, laissez-vous convaincre ! Laissez-vous toucher ! Vous consolerez le cœur du Christ. Exactement comme Milou le Corse disant à sa gagnieuse : « Que ce soit un viqueur, un giron, un moche ou un vicelard, j'm'en fous. Faut les convaincre pour qu'ils affluent dur. C'est pour consoler ton homme. »

LE BOL DE CAVIAR



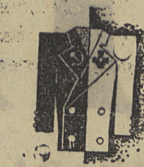
Nos parlementaires ont leur assiette au beurre, large et confortable. Quel nom va-t-il falloir trouver pour qualifier la large prébende dont vont bénéficier les députés au « Parlement » russe ?

Voici, d'après l'Huma elle-même du 20 janvier, les traitements alloués aux députés russes : 1.000 roubles par mois, c'est-à-dire 5.800 fr. au cours officiel du rouble. En outre, sans parler du parcours gratuit sur les chemins de fer, ils toucheront 150 roubles (presque 900 francs) par jour quand ils siégeront : 900 francs pour dire toujours oui, ça n'est pas mal... Les présidents des deux assemblées disposeraient chacun de 300.000 roubles.

Si on compare ces traitements avec les misérables salaires des ouvriers russes, reconnaissons que les députés russes savent se sucrer au

moins aussi bien que leurs confrères occidentaux. L'assiette au beurre concurrencée par le bol de caviar, en quelque sorte...

LE SILENCE EST D'OR



la liberté du travail ? Il nous Pourquoi l'Humanité n'a-t-elle pas parlé de la condamnation à six mois de prison — avec sursis — infligée à Rijs, secrétaire de la Fédération de l'Agriculture, pour entraves à

semble que Rijs, militant communiste notoire, méritait tout de même d'être mieux défendu. Il avait, en compagnie de grévistes, tenté en juin dernier d'empêcher des briseurs de grève de reprendre le travail.

Serait-ce qu'au moment où le Parti tend la main à tout le monde et vote avec la droite pour un gouvernement l'Union nationale, de tels exemples ne cadrent pas avec la ligne nouvelle ?

Mystère... Les voies de Maurice, tout comme celles du Seigneur — du seigneur Joseph qui règne dans les cieux moscovites — sont impénétrables.

PUBLICATION IMMONDE



Il s'agit de cette saleté imprimée subventionnée par Franco, qui paraît sous le titre : Occident. Bien entendu, on y exalte tous les nobles principes défendus par la Phalange et les requêtes : le principe de l'autorité, la foi, la Patrie et la charité chrétienne. C'est au nom de celle-ci sans doute que le général en chef de l'aviation franquiste explique que si Barcelone, Madrid, Valence ne sont pas encore entièrement détruites, c'est grâce à la magnanimité de Franco. Ce n'est, nous précise Alfredo Kindelan, le général en question, « qu'à la dernière extrémité que notre chef consentirait à cette opération ». L'article s'intitule : les « Ailes coupées » et déplore que possibilité ne soit pas donnée de faire des grandes cités espagnoles, ce qu'ils firent de Durango et de Guernica.

Ce qui est impossible à rendre, c'est l'accent de haine froide, réfléchi, lucide, qui transparaît dans cet article.

On a tout de même un peu honte en lisant ces ignominies que le papier d'imprimerie, « qui supporte tout », puisse sortir des presses avec des ordures semblables.

PETIT DIALOGUE

— Où irez-vous après-demain samedi ?
— Mais à la fête magnifique de la 1^{re} section de la S. I. A. pour entendre Charles d'Avray, Geo Charley, Jacqueline Hopstein et quantité d'autres bons artistes. D'ailleurs, consultez donc le programme complet en 4^e page.

— Eh bien, alors, en ce cas, je vous y accompagne !

Monsieur Dubalaf.

GRANDE CONFERENCE PUBLIQUE

au bénéfice de
« LA GRANDE REFORME »
TROP DE MONDE SUR TERRE
LA LIMITATION MONDIALE
DES NAISSANCES

avec le concours assuré de AURELE PATRINI : La Morale sexuelle rationnelle contre les morales religieuses et bourgeoises ; JEANNE HUBERT : La Maternité consciente ; MANUEL DEVALDES : La Surpopulation et la Guerre ; SEBASTIEN FAURE : Le Problème de la Population et la Question sociale.

CONTRE LA LOI SCCELERATE
DE JUILLET 1920

Prix d'entrée : 4 fr. Chômeurs : 2 fr.

AU NOM DE LA JUSTICE

QUATRE MORTS POUR DEUX CENTS FRANCS

Trois paysans qui ne pouvaient payer deux cents francs au fisc résistèrent, les armes à la main, à l'huissier et aux gendarmes qui venaient saisir leurs pauvres hardes, leurs misérables « bois ».

Dans la presse, des manchettes énormes s'élevaient : UN NOUVEAU PORT CHABROL, lisez tous les détails. En effet, pas un ne manquait, il y avait de quoi donner pâture à tout le manège des lecteurs. Le dénouement vient d'avoir lieu. Il y a quatre morts au tableau, la liste s'allongera peut-être demain.

Et toute cette turpie pour deux cents francs ! Sans doute va-t-on parler de l'avarice foncière du paysan, sans vouloir voir le véritable drame.

La crise a eu des répercussions énormes dans les campagnes, les paysans achètent très cher et vendent à des prix très bas, certains de ceux-ci rivalisent presque avec ceux d'avant-guerre. Une misère énorme sévit.

Nos députés s'occupent beaucoup des paysans en paroles, mais le percepteur, lui, s'en occupe en fait, et les feuilles de contribution arrivent et ne peuvent être payées. L'huissier arrive et saisit le pauvre mobilier qui ne vaut guère plus que les centaines de francs réclamés.

Ceci est trop d'injustice pour ces êtres pour qui la vie a déjà apporté tant de souffrances. Têtus, résolu, quelques-uns se barricadent et reçoivent l'huissier avec le fusil de chasse. C'est là toute la raison du drame sarthois.

Le petit serrurier devait être la première victime. Les gendarmes résolurent d'employer la manière forte. Ils firent sauter la porte à la dynamite. Un gendarme reçut alors un coup de fusil dans le ventre, il est mort quelques heures après. Comprenez qu'ils ne pourraient pénétrer dans la maison, ils y mirent le feu.

De la ferme en flammes, un homme sortit, il essaya quelques coups de feu, mais réussit à échapper. Un second sortit, il fut tué. Alors la mère, les cheveux en flammes, apparut à son tour et les gendarmes, sur cette pauvre femme qui ne pouvait rien contre eux, déchargèrent leurs mousquetons : la tuèrent comme un chien.

L'odieuse de l'acte est tel que le journaliste de l'Eure lui-même s'élève contre le fait. Aujourd'hui l'on traque comme une bête le paysan qui a réussi à s'échapper.

Et tout ce scénario tragique a été dressé par les autorités civiles et militaires de La Flèche. Serait-il possible aux dirigeants du Front populaire de demander à leurs subordonnés de priver un petit peu plus de doigt et d'éviter un tel massacre pour deux cents francs.

C'est bien là le tableau d'une société qui se meurt. On peut regretter, devant de tels agissements, que l'ère des Mandrin ne soit plus.

POUR VOS ENFANTS.

HISTOIRE D'UNE MONTAGNE
PAR ELISEE RECLUS

HISTOIRE D'UN RUISSEAU
PAR ELISEE RECLUS

Chaque ouvrage 12 fr. Franco recommandé, 15 francs.

Je m'abonne au "libertaire"

Pour six mois, un an (1), dont je vous envoie le montant, soit francs, à partir du

Signature :

FRANCE	ETRANGER	NOM (2)
52 Nos .. 22 fr.	52 Nos .. 30 fr.	
20 Nos .. 11 fr.	20 Nos .. 15 fr.	
Chèque postal : Scheck André, Paris 487-78, rue de Bondy, 9, Botzaris 63-27		ADRESSE
(1) Biffer la mention inutile.		VILLE
(2) Ecrire lisiblement.		DEPARTEMENT

Le Congrès de la C.N.T.

Nous aurions désiré arriver à une assemblée ensemble avec les deux organisations syndicales, car nous croyons que seulement à travers l'unité d'action U.G.T.-C.N.T. le prolétariat continuera en avant la tâche de transformation sociale. Cela n'a pas été possible parce que le virus de la politique s'est interposé.

MARIANO VAZQUEZ.

Nous avons donné sommairement dans notre dernier numéro l'ordre du jour du Congrès de la C.N.T. qui a lieu actuellement à Valence.

Les huit cents délégués représentant un million sept cent mille affiliés à la C.N.T. ont commencé les discussions des questions économiques que nous allons traiter.

LES INSPECTEURS DU TRAVAIL

Le texte présenté est le suivant :

1° Les fédérations nationales d'industries, sur la proposition des syndicats et à travers les fédérations régionales, départementales et locales, nommeront les délégués techniques nécessaires pour l'inspection et l'orientation des organes économiques qui seront sous sa juridiction ;

2° Ces délégués proposeront les règlements destinés à orienter efficacement les différentes industries dans le but d'améliorer l'économie et l'administration. Ils ne pourront agir par leur propre compte et seront chargés d'appliquer les dispositions des conseils dont ils dépendront.

3° Pour plus d'efficacité dans leurs fonctions et dans les cas où cela serait nécessaire, ils proposeront aux Conseils qui les auront nommés l'application de sanctions aux individus ou organismes qui ne leur auraient mérités pour manquement à leurs devoirs. L'organisation admettra l'extension des facultés de coopération correspondantes à l'organisme qui pourrait user de ce droit. Cette disposition concerne exclusivement les industries sous la main des ouvriers.

On a signé : La Fédération Nationale des Paysans, le Comité régional d'Aragon, de Navarre et de la Rioja, le Comité régional d'Estremadure, la Fédération Nationale des Transports, le Comité régional de Catalogne, la Fédération Nationale des Industries Chimiques, le Comité régional du Levant, la Fédération Nationale des Industries Textiles et annexes, le Comité régional du Centre, la Fédération Nationale de Santé.

La première proposition est admise après que divers orateurs aient pris la parole ; la deuxième proposition est adoptée après quelques demandes d'éclaircissements. Le chapitre 3 est plus discuté, et l'on insiste sur le fait que seules intéressent l'organisation des entreprises étant aux mains des ouvriers, en aucune façon les entreprises particulières.

LA BANQUE SYNDICALE

L'on met en discussion l'ordre du jour touchant la création de la banque syndicale. Cardona Rosell au nom du Comité National expose les raisons de la création de la banque syndicale ; d'abord, dit-il, nous avons fait cette proposition sur la suggestion de nombreuses organisations de la Confédération Nationale du Travail. Cette banque ferait les services propres à la banque, mais avec une conception à elle sur la façon dans laquelle les crédits doivent être accordés et sur ses autres attributions. Nous ferions un service que jamais les banques bourgeoises ne pourraient faire vis-à-vis des industries socialisées ou collectivisées. Après diverses interventions, le projet est adopté à l'unanimité.

LES PUBLICATIONS CONFEDERALES

C'est peut-être une question secondaire, mais importante néanmoins ; il s'agit de la réduction des publications confédérales ; trois raisons sont présentées : raison économique, raison tactique, raison de rendement effectif. En résumé l'on propose :

1° A Barcelone, Valence et Madrid deux quotidiens, un le matin et un le soir. De plus des journaux quotidiens du matin pourront être édités à Gérone, Lérida, Tarragone, dans le Levant, à Castellón, Albacete, Alicante et Murcie ou Carthagène. En Andalousie, à Almería, Ubeda ou Baeza ; en Estremadure, à Cabeza de Bury ; dans les régions du Centre, à Cuenca, Tolède et Ciudad Libre ; en Aragon à Caspe.

Ce plan garantit la plus parfaite efficacité au mouvement en tant que propagande. De plus chaque Fédération Nationale d'Industrie éditera un bulletin mensuel qui orientera la marche syndicale et constructive de toutes les activités de cette industrie. Ce bulletin sera à l'usage exclusif des syndicats et ne traitera en aucune façon des questions politiques ou militaires, laissant ce soin aux journaux. En ce qui concerne la publication des revues, l'on établit un régime d'une revue trimestrielle éditée par chaque fédération nationale d'industrie dans laquelle l'on indique les progrès réalisés dans cette industrie, et cela sera suffisant.

AGENCE SYNDICALE ADMINISTRATIVE D'ASSURANCE

Mariano Cardona Rosell explique que l'on ne peut s'étonner que les travailleurs en raison des faits révolutionnaires et ayant pris possession des moyens de production, se soient préoccupés de la prévoyance sociale, surtout en ce qui concerne les risques qui les concernent dans chaque industrie. Déjà de nombreuses mutuelles ont été créées par les syndicats. Ces mutuelles se sont limitées à couvrir les accidents de travail, maladies, retraite ouvrière, maternité, etc. Mais elles n'ont pas étendu leur action aux autres formes de l'activité des compagnies d'assurance : incendie, transports, assurances sur la vie, etc. L'on comprend que la production bourgeoise subsiste, tant que le prolétariat n'aura pas atteint et dépassé celle-ci. L'assurance pratiquée dans certaines formes de l'industrie socialisée doit s'étendre à tous les travailleurs. En résumé, d'après notre camarade, la classe ouvrière doit organiser sa prévoyance sociale, tant qu'elle n'aura pas atteint les objectifs maxima de l'économie libertaire.

Le projet est adopté sur la base de ce que nous venons d'exposer. Il est si étendu que nous reviendrons sur ce sujet dans un prochain article.

LES FEDERATIONS D'INDUSTRIES

Le Comité National propose la création de vingt et une fédérations nationales constituées indistinctement en fédérations ou syndicats régionaux : Fédération Nationale des spectacles publics, qui doit se constituer en syndicat régional ; Fédération Nationale de l'Industrie des Tabacs, en fédérations ou syndicats régionaux ; Fédération Nationale des Travailleurs de la Banque, Epargne, Assurances, en syndicats régionaux ; Fédération Nationale des services des Postes, télégraphes, radio, en syndicats régionaux ; Fédération Nationale de Santé et Hygiène en fédérations ou syndicats régionaux ; Fédération Nationale des Transports en fédérations régionales ; Fédération Nationale de la Navigation Fluviale et Maritime en fédérations ou syndicats régionaux ; Fédération Nationale de l'Industrie du Bâtiment, du Bois et de la Décoration en fédérations régionales ; Fédération Nationale de l'Enseignement en fédérations régionales ; Fédération Nationale de l'Industrie de la Pêche en fédérations régionales ; Fédération

Nationale de l'Industrie de l'Alimentation en fédérations régionales ; Fédération Nationale des Paysans en fédérations régionales ; Fédération Nationale Minière en fédérations régionales.

La même organisation continue pour les Fédérations Nationales d'Industries Chimiques, Industries du Pétrole et ses dérivés ; Industries Textiles, Vêtements et annexes ; Eau, Gaz et Electricité ; Industries sidérurgique et métallurgique ; Industries du Papier et Arts Graphiques ; Fédération Nationale des administrations publiques.

Nous aborderons la semaine prochaine la question des coopératives syndicales et des salaires.

Le Comité National a réaffirmé solennellement sa position ouvrière et révolutionnaire au milieu d'un enthousiasme indescriptible.



« Il ne crévera donc jamais !... »

Staline avoue s'être fait le pourvoyeur des massacreurs fascistes

Il y a quelques semaines nous avons reproduit une information de l'œuvre qui révélait que le consortium russe Naphia, dont le siège est à Moscou, n'avait cessé de fournir à Franco le pétrole dont il avait besoin. L'humanité se tint coi.

Or, l'Huma du 16 janvier a publié une note de l'agence Tass, reproduite d'ailleurs dans l'œuvre et le Peuple du même jour, selon laquelle le conseil des commissaires du peuple a décidé d'une série de mesures pour protester contre l'arrêt des paiements dus aux organisations économiques soviétiques pour des marchandises livrées par celles-ci à l'Italie.

« Ainsi, le ministère de la marine italien, contrairement au contrat signé avec le Soiozniet Export (organisation pour l'exportation du pétrole), n'a pas payé en septembre le mazout qui lui avait été livré ; malgré les réclamations répétées du Soiozniet Export, le ministre de la marine italien refuse d'effectuer tout paiement. »

C'est là l'aveu cynique de la criminelle forfaiture des bonhommes à faux nez du stalinisme qui apportent eux-mêmes la preuve qu'ils ont fourni aux massacreurs fascistes les moyens de multiplier les bombardements de la population ouvrière d'Espagne.

Sans doute, en apprenons-nous autant pour le Japon, contre lequel les mêmes réclament le boycott intégral.

Notre tâche doit être de démasquer impitoyablement le jeu de l'impérialisme stalinien qui se révèle aussi dangereux que tous les autres. Nous n'y manquerons pas.

L'œuvre constructive de la C.N.T.

Les collectivités en Castille

L'œuvre constructive de la C. N. T. ne s'étend pas seulement à la Catalogne, mais à toute l'Espagne gouvernementale ; nous continuerons donc aujourd'hui la présentation d'exemples des collectivités en plein labour, qui prouveront plus que tous les discours ce qu'ont réalisés nos camarades dans tous les domaines.

VILLAS-VIEJAS

Ce n'est pas un village, ce n'est pas une ville, mais tout simplement une collectivité située à vingt-neuf kilomètres de Tarancon (Cuenca). C'est une propriété de trois-cent quarante-sept hectares connue sous le nom de Villas-Viejas.

Quelques éléments de l'U. G. T. se dirigèrent à leur syndicat afin que celui-ci agisse aussi, mené à bonne fin par des camarades de la Régionale du Centre (C. N. T.).

Les camarades qui y travaillent appartiennent au Syndicat Unique des Métiers divers (paysans) situé dans le bourg de Hueta. L'accord est absolu entre la collectivité et le syndicat.

ORGANISATION ADMINISTRATIVE LIBERTAIRE

Un comité nommé par le syndicat est celui qui intervient dans l'administration de cette collectivité, il s'occupe aussi bien de la distribution du travail que de la rétribution d'œuvres qui la composent pour couvrir les nécessités de leurs vies.

Trois délégués s'occupent de tous les travaux de ferme et du bétail. Ce sont eux qui informent le Comité de la meilleure marche à suivre suivant la compétence de chacun.

Les dirigeants, interprétant fidèlement les directives de l'organisation, ne voulaient pas introduire dans leur système le procédé du salaire ; la vie collective est organisée sur celle loi humaine, travailler chacun selon ses forces, et consommer selon ses nécessités. La résultante en est que la collectivité fonctionne dans une situation économique très à l'aise.

COOPERATION

Dans les débuts on implanta un système de rationnement du sans doute à l'égoïsme naturel pouvant exister encore dans les familles ; mais ce système fut aboli grâce au bon sens de chacun. La base était d'arriver à la parfaite solidarité d'un pour tous et tous pour chacun. L'idée fut couronnée de succès. Toutes les personnes qui composent la collectivité reçoivent tout ce dont elles ont besoin d'une manière équitable et rationnelle. Le pain, les légumes et toutes autres sortes de vivres sont distribués parfaitement suivant les nécessités de chacun. L'on connaît les besoins de chaque famille et cela suffit.

« aucun abus ne fut jamais commis. Avant la collectivité, aucun membre de la collectivité n'avait jamais eu de travail, même pour simple caprice, faire un voyage, le Comité alors lui fournissait l'argent nécessaire pour couvrir les nécessités économiques de celui-ci, mais ces frais venaient alors à la charge de la Collectivité ; s'il s'agit d'affaires à arranger, et plus sérieuses, le Comité les prend alors à sa charge sans discussion. La encore, l'esprit de solidarité qui anime chacun évita tous les abus, si minimes soient-ils. »

DEVELOPPEMENT DE PRODUCTIONS

Au début, la situation économique de la collectivité était des plus précaires. Il n'y avait qu'un fonds de stocks de céréales en 1936, et peu de stock en marchandises. Les efforts alors furent poussés afin d'arriver à un état normal pour le plus grand bien des collectivistes qui ont obtenu aujourd'hui des résultats splendides. Les cultures principales sont des céréales en très grande abondance ; mais les autres produits sont acquis au dehors. La production du blé a doublé et est maintenant de deux cent mille kilos, le seigle passe à cinquante mille kilos au lieu de trente mille.

TRAVAUX REALISES

La collectivité ne dispose que d'un petit capital liquide et la raison en est simple. Elle a effectué de grands travaux et des multiples innovations pour le plus grand bien des collectivistes.

La propriété pratiquement à l'abandon au point de vue production avait cependant une excellente situation près de la rivière Ciguela. Il ne restait qu'un moulin en ruine. Nos camarades l'ont remis en état et disposent maintenant de lumière électrique au moyen d'un dynamo qu'ils ont montée. Ils ont aussi créé une fabrique de farine dont la production journalière est de sept mille kilos ; le matériel fut acquis à Madrid et à Barcelone avec les fonds de la collectivité. Le conseil d'administration paye les ouvriers spécialisés qui tirent cette construction des plus modernes. Comme la capacité de production de cette fabrique est très supérieure à ce que peut fournir en blé la collectivité, les villages voisins lui remettent leurs récoltes pour la transformation en farine.

Ces efforts furent très grands, et cependant ils ne furent pas les seuls. Quand la fabrique de farine fut installée, nos camarades virent la nécessité de relier la route de Valence à leur entreprise ; un kilomètre de route fut construit, par les collectivistes et les ouvriers venus du dehors et payés par le Comité.

ECOLES ET PROJETS

Une construction fut transformée en école pour les enfants des collectivistes et ceux-ci sont bien installés alors qu'auparavant l'on ne se préoccupait pas le moins du monde de cette question.

D'autres travaux sont en projet et particulièrement l'installation de logements absolument modernes pour les familles ; il est question aussi d'installer une grange avicole importante, un bâtiment pour l'élevage des porcs. Mais le projet le plus considérable consiste à transformer trente hectares de terre afin de faire du maraîchage et naturellement d'installer des canaux d'irrigation. Il faut pour cela amener les eaux de la rivière Ciguela au moyen d'un système d'élevation. Déjà un pont fut construit par les collectivistes pour plus de facilités dans leurs déplacements. Les terres sont bien labourées et exploitées, car l'on compte sur des tracteurs suffisants, des arroseuses, deux vanneuses, deux moissonneuses et toutes sortes d'outillages pour une telle exploitation. Mais il y a surtout la volonté, il y a la volonté de ces travailleurs qui tout en respectant la liberté individuelle ont créé une camaraderie dans la plus belle camaraderie, ceci sans patrons et sans contraintes et surtout sans bureaucratie centralisatrice ; c'est le communisme libertaire, la plus belle expression de l'émancipation du prolétariat.

Sur la bataille de Têrue

Pour ceux qui doutent encore de l'immense part prise par nos camarades dans la bataille de Têrue, nous apportons les déclarations du général Pozas passant en revue la 20^e division :

« Je confesse avoir été surpris énormément par ce que je viens de voir et me plais à constater que cette division d'origine notoirement confédérale a su se rendre compte de l'insupportable nécessité de se discipliner suivant les normes de l'Armée populaire, s'intégrant à elle d'une manière digne et comme aucune autre n'aurait fait. »

Moi qui ai connu le premier chef qui commanda ces forces, l'animateur de vous tous avec lequel l'aux à partager des heures de lutte devant Madrid, je me sens satisfait que vous sachiez interpréter le sentiment et l'esprit de l'immortel Durruti qui voulait, par-dessus tout obtenir la victoire avec l'écrasement total du fascisme national et étranger. Il est interprété par vous, chefs, officiers et camarades ; je vous exprime ma profonde satisfaction. »

Que la 20^e division continue donc le chemin tracé par l'immortel Durruti, quoique certains aient dit que vous étiez des hordes et tribus.

On se rappellera que c'est en ces termes que Comorera, leader du parti communiste et politicien, l'ère, s'exprime au sujet des anarchistes.

Le Congrès de la C. N. T. envoie son salut aux organisations syndicales de France et d'Angleterre et à la F. S. I.

La FRAGUA SOCIAL du 20 janvier publie le texte du télégramme voté par acclamation et envoyé à la C.G.T. ainsi qu'aux Trade Unions et à la F.S.I.

Léon Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T., Paris. Plénum économique national C. N. T. réuni à Valence, représentant 1.700.000 affiliés, envoie salut fraternel prolétariat français en ce moment que le fascisme redouble contre libertés et conquêtes prolétaires, souhaitant fermeté en la C. G. T. pour défendre intérêt de classe. Jamais unité d'action si nécessaire pour battre ennemis séculaires. Sommes à votre côté comme vous êtes à celui du peuple espagnol.

Liberté et organisation

(Suite de la première page)

Et puisqu'il nous faut, avant tout, satisfaire ces besoins, puisque pour y arriver nous sommes obligés de maintenir des rapports continus, les méthodes les plus aptes s'avèrent indispensables et des accords sont aussi nécessaires.

Rien dans tout cela n'est le fruit d'une conception volontairement échauffée. Nous constatons les faits, et nous nous y soumettons, car jusqu'à maintenant l'esprit pur n'a jamais alimenté personne ni protégé contre le froid. Il est impossible de se soustraire aux lois de la nature. Bakounine l'a dit avant nous. Ce que nous repoussons, ce n'est pas la tyrannie de la nécessité, mais la tyrannie des hommes.

Pour satisfaire nos besoins, il est deux formes d'organisation économique : l'une socialiste, l'autre reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Notre choix est fait. Nous nous prononçons pour le socialisme, c'est-à-dire pour l'égalité économique, pour que tous les membres de la société puissent jouir à un degré compatible avec les ressources générales, des richesses obtenues de la nature et du travail.

Ce principe peut, cependant, s'organiser de deux façons. L'une est appelée généralement socialisme d'Etat, l'autre socialisme libertaire ou anarchiste. Et voilà le nœud de la question.

Qu'est-ce que le socialisme autoritaire ? Nous trouvons son principal point de départ avec Platon qui en a donné une idée complète. Puis, sans suivre pas à pas tous les autres précurseurs — Campanella, Morus, etc. — nous le retrouvons chez Babeuf, chez Louis Blanc, et surtout chez Saint-Simon et ses disciples d'où Marx et quelques-uns de ses continuateurs ont puisé à larges mains, comme ils ont puisé chez Proudhon qu'ils combattent pour cacher leurs larcins.

Il consiste en l'organisation de la société

par une minorité d'hommes, soit élus, soit érigés par eux-mêmes en dictateurs. Ces hommes doivent non seulement surveiller, mais diriger la vie économique, intellectuelle, et toutes les activités se déployant sur le territoire où s'applique le régime. Rien ne peut se faire sans leur consentement, ou plutôt sans leurs ordres. Aucun groupe ne peut se former, encore moins prendre une initiative. Les quarante-deux millions d'habitants de la France seraient ainsi soumis à la volonté des chefs du parti dominant.

Mais ces chefs ne pouvant être à la fois dans toutes les communes et dans tous les quartiers des villes, ont besoin, pour faire exécuter leurs ordres et assurer leur domination, d'émissaires, de représentants, de subalternes. D'où une immense bureaucratie, et une formidable police pour museler les protestataires. Et, dans la hiérarchie bureaucratique, des privilèges économiques en masses, si bien qu'en fin de compte, le travailleur est aussi exploité que sous le capitalisme, par de nouvelles classes et de nouvelles castes, et il est encore plus brimé que sous la bourgeoisie constitutionnelle. L'Etat termine par tuer le socialisme.

Le régime communiste des Incas est à ce sujet édifiant. Le coefficient d'exploitation du paysan, de l'artisan, du pêcheur, était pour le moins aussi élevé que le coefficient d'exploitation du travailleur de nos jours. Les chefs : petits, moyens et grands, les privilégiés de tous les groupements, depuis le conducteur de dix familles jusqu'à l'Inca en personne, pesaient aussi lourdement sur les épaules du peuple que le capitalisme et l'Etat actuel réunis. Et ils n'avaient, et leurs continuateurs actuels n'ont pas même le risque des capitaux engagés, du destin personnel jeté dans la bataille pour la vie.

C'était parce qu'ils prévoyaient cela que Bakounine et ses amis s'opposèrent énergiquement à l'étatisme de Marx. Il est vrai que celui-ci dépensa son savoir et sa verve pour

nous convaincre qu'au fond il était aussi anarchiste que nous, qu'il repoussait l'Etat, qu'il ne le voulait utiliser que transitoirement pour écraser la bourgeoisie. Engels fit de même, et Lénine ensuite.

Mais nous savions tout que les déductions dialectiques marxistes, basées sur les raisonnements de la métaphysique hégélienne, n'avaient aucune fondement sérieux. Nous savions que le privilège économique, qu'il soit procuré par le capitalisme ou par l'Etat, et la psychose autoritaire, sont trop puissants pour accepter volontairement de disparaître.

Marx et Engels donnaient une preuve éclatante de cette maladie autoritaire dans toutes les bassesses, les manœuvres et les calomnies — ils furent en cela les maîtres des bolcheviks actuels — dont ils se servaient pour combattre l'influence des nôtres et être les maîtres incontestés de l'Internationale.

L'expérience russe vient nous donner raison. On voit où conduit l'Etat révolutionnaire, la domination d'un parti politique, la centralisation de la vie sociale dans les mains d'un noyau omnipotent.

Et quand nos camarades de la Première Internationale combattaient cette organisation centraliste, étatiste et dictatorial, ce n'était pas en négateurs de l'organisation sociale, mais en défenseurs d'une conception qui ne donnerait pas lieu à cet esclavage rappelant celui des Incas du Pérou, des jésuites du Paraguay, de la République de Platon, ou celui que les fourmis amazones exercent sur d'autres espèces.

Ils défendaient, et nous défendons maintenant le principe suivant : l'organisation de la production, de la circulation et des échanges, du transport, de l'enseignement, des services publics peut parfaitement s'obtenir sans éliminer la liberté.

Nous voulons organiser tout cela par nous-mêmes, nous voulons que les travailleurs organisent tout cela par eux-mêmes. Nous voulons que les paysans, unis dans leurs fédérations de producteurs, décident, selon la demande générale, de la quantité, de la qualité des produits qu'ils devront obtenir ; nous voulons que les ouvriers industriels, groupés dans leurs syndicats et dans leurs fédérations spécialisées, prennent les décisions nécessaires pour satisfaire les besoins de tous ; nous voulons que les médecins, les

hygiénistes, les infirmiers, les chimistes, se mettent d'accord pour garantir ou défendre notre santé physique et notre équilibre psychique. Et ainsi de suite pour toutes les activités utiles.

Nous voulons donc la liberté de faire tout par nous-mêmes, non de ne rien faire. Telle fut toujours la revendication de nos camarades de 1876 à 1886, pendant leur polémique avec les marxistes, telle avait été celle de Proudhon.

Et pour maintenir entre toutes ces activités la coordination nécessaire, pour assurer le fonctionnement permanent des fédérations de producteurs, des organismes d'échange et des services publics, nous voulons les délégués.

Or les délégués sont fondamentalement l'opposé des chefs. Un délégué nommé par les membres d'un organisme économique ne commande pas : il accomplit une fonction. Il est toujours dans les mains de ceux qui l'ont nommé, et qui peuvent juger ses actes, le critiquer, le destituer. Ses ressources économiques, dans une société socialisée, seraient fixées par l'ensemble. Il ne pourrait pas de sa propre initiative, nommer d'autres délégués — ce qui serait contradictoire — ni s'imposer.

Tandis que l'Etat étant le maître, et ses membres ne devant rendre de comptes à personne, les bureaucrates, les « techniciens » peuvent se multiplier à leur gré et imposer ce que leur plaisir, ce que du reste ils ne manquent jamais de faire (1).

Kropotkine a signalé abondamment des exemples d'organisations non étatistes, non dictatoriales, qui, quoique souvent imparfaites au point de vue libertaire, sont cependant essentiellement, beaucoup plus près de nous que des autoritaires.

Les coopératives ne sont pas, en général et sans contredire leur principe politique, des réalisations autoritaires. Personne ne peut sentir sa liberté lésée quand une assemblée dans laquelle il est intervenu et il a voté, prend une décision mûrement élaborée. Il en est de même dans les syndicats.

(1) Lors d'une visite en Russie, Trotsky se plaignait de la marine bureaucratique qui submergait tout. Il aurait voulu, disait-il, en remplir des bateaux entiers et les faire couler. Mais même s'il l'avait fait, il lui aurait fallu recommencer sans cesse. C'est le système qui était mauvais, ce n'étaient pas les hommes.

dans un grand nombre de sociétés culturelles, sportives, de secours mutuels, etc.

Tant que la pratique démocratique, serait ainsi respectée dans les associations de la société nouvelle, le socialisme serait libéral. Il est impossible, dans la vie sociale, d'agir autrement, sans retomber sous la dictature de l'Etat, ou sans que la minorité s'impose à la majorité.

Mais, pour tout demander ceux qui ne se consolent pas de ne pouvoir échapper à la pratique de la vie en société, si nous ne sommes pas d'accord, nous aurons le droit de nous retirer ?

Nul ne songe à contester ce droit. Seulement nous ne pouvons pas, en tant qu'hommes recherchant des formes supérieures de la vie sociale, dire que l'anarchisme suppose une rupture à chaque fois qu'un désaccord surgit. Parce qu'alors, rien ne serait stable, rien ne survivrait, et la société se détruirait, c'est-à-dire, tous les individus manqueraient de ce qui leur est indispensable pour vivre et connaître un minimum de bonheur.

Quand les anarchistes ne sont pas des anormaux, ils savent très bien, à moins que les dissensions ne soient trop graves, tolérer un désaccord qui les met en minorité devant leurs camarades. Ils savent que sur un autre sujet c'est eux qui auront gain de cause et que la vie est toujours ainsi, ce qui, en fin de compte, annule les dérives par les victoires, si nous pouvons employer ces mots, et finit par tout équilibrer.

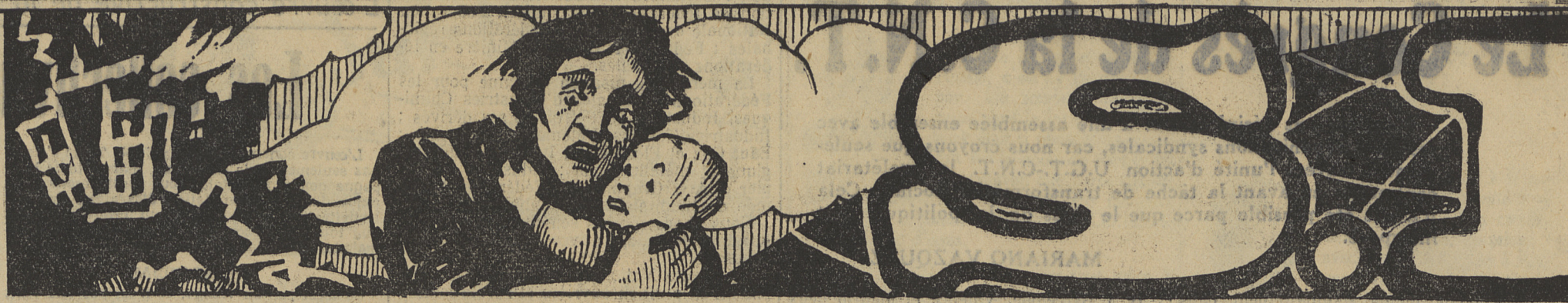
Du reste, l'existence individuelle ne se compose pas seulement d'activités telles que la production. Dans une société socialisée surtout, pour beaucoup d'occupations où l'union par affinité se ferait pendant de nombreuses heures. La liberté y serait plus grande puisque nous choisirions nous-mêmes nos loisirs, nos études, nos relations.

Il est très difficile d'attendre davantage. L'anarchisme socialiste, qu'il ne faut pas confondre avec le dilettantisme anarchisant, ne l'a pas demandé. Et je répète, en terminant, cette pensée que me semble la clef de notre interprétation de la liberté : nous ne réclamons pas le droit de ne pas produire ou d'ignorer les besoins d'autrui. Nous réclamons pour les travailleurs le droit d'organiser directement la production et d'exercer toutes les fonctions utiles d'après les besoins de la société.

MAX STEPHEN.

Une solidarité qui
ne réalise
rien de grand
dans les faits, ne vaut pas
que l'on s'y arrête.

Victor HUGO.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central : 26, r. de Crussol, Paris (11^e) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

Salut à la S.I.A. !

Appuyons ses magnifiques efforts

Une nouvelle organisation de secours vient de se révéler, s'ajoutant à d'autres déjà connues.

« Une de plus », diront ceux que chacune de ces organisations laisse peut-être indifférentes. Comme si, lorsqu'il s'agit de solidarité, il était possible de faire un seul geste qui soit inutile ou inefficace. Au contraire, on ne fera jamais assez ; on ne fera jamais trop.

Salut à la S. I. A. !

De tout cœur, je félicite les initiateurs, les désintéressés, les dévoués que nul effort de rebute, que nul échec ne décourage et je me joins à eux, très heureux, très fier d'être en si bonne compagnie.

Il n'est pas question de discuter, mais de s'entendre pour réaliser le plus vite et le mieux possible l'acte indispensable de solidarité à nos frères d'Espagne.

Admirer leur endurance, s'extasier devant leur héroïsme, ce n'est rien ; ils ne cherchent pas les éloges et sont tous au-dessus de notre admiration. Ils ne posent pas et méprisent les vaines gloires. Ces admirables combattants sont de vaillants révolutionnaires en même temps que de sincères antimilitaristes. Ces défenseurs de la liberté ne sont pas de vulgaires patriotes. S'ils avaient pu avoir le moindre orgueil de nationalité, de race, leurs ennemis les eussent à tout jamais guéris de ces stupides préjugés.

N'ont-ils pas devant les yeux, comme exemple infâme et comme horrible enseignement, l'ignoble conduite de tous les militaires espagnols de la bande à Franco, le traître ?

N'est-ce pas beau l'honneur, d'un lâche qui combat et commande avec le concours et à la solde des aventuriers étrangers d'Allemagne et d'Italie, contre le vrai peuple d'Espagne, contre son pays, auquel il jura fidélité, duquel il reçut de grasses prébendes et des hochets, précieux pour lui, que sont grades et décorations ?

N'est-ce pas écorçant, cette noble façon de comprendre son devoir de soldat au service de la patrie ? C'est cela le militarisme !

Ah ! vraiment, l'exemple est beau ! Le monde entier est attentif à ce qui se passe en Espagne. Les peuples de toutes les nationalités du monde, s'ils ne sont irrémédiablement aveugles et absolument dénués de jugement, doivent quand même savoir à quoi s'en tenir sur tous les mensonges au moyen desquels on fait marcher contre un peuple, digne et fier, des assassins par ordre, des meurtriers inconscients, ignorants, trompés et terrorisés, venus de tous pays où règne le fascisme.

Certes, nous savons bien qu'en notre « douce France », les fascistes ne manquent pas. Et les événements actuels nous en apportent sans cesse les preuves irréfutables. Ils ont trouvé la prétexte charmant à leurs forfaits de préparation criminelle de la guerre civile en déclarant lâchement qu'ils s'armaient pour défendre l'ordre et la propriété menacés par le communisme. Et c'est ainsi pourquoi sautèrent des immeubles ; ainsi que furent assassinés des personnages nombreux, et qu'enfin partit le déferlement des armées, des munitions en quantité, comme cela ne se vit jamais en France.

Jamais on ne vit non plus un tel étalage de générosité de la part de gros industriels pour encourager les « bons » ouvriers d'usines, pour alimenter les héros d'éventuelles équipées meurtrières, pour entretenir des élèves, futurs défenseurs du fascisme, en des champs d'entraînement, sorte de champs de manœuvres. C'était vraiment une ardente préparation qui se propagait en diverses contrées comme, par exemple, Clermont-Ferrand pour ne citer que ce chef industriel de l'usine Michelin... Mais vous pouvez être certains qu'il est d'autres lieux de rassemblement du Front Fasciste qu'on tentait de mettre debout face au Front Populaire. Il ne manquait plus qu'un autre bandit déclaré et décoré dont on eût fait très facilement un Franco.

Ainsi donc, voilà dix-neuf mois que les antifascistes de tous pays se rendent compte que les dictateurs d'Allemagne et d'Italie, serviteurs du capitalisme, font la monstrueuse expérience d'asservir un peuple mâle et fier qui ne veut pas être vaincu et qui

trouve sans cesse des sursauts d'énergie pour résister et triompher. Ni l'Italie ni l'Allemagne n'eussent tenu si longtemps sans le concours officiel ou officieux d'autres nations qui tergiversent et sont, à différents degrés peut-être, complices de toutes ces hontes et de tous ces crimes.

Mais les peuples sont trompés, je le répète, parce qu'ils mettent leur confiance en des parlements, en des gouvernements.

Il ne s'agit pas de processionner, d'écouter et d'applaudir des discours tout le long du faubourg qui conduit de la place de la Bastille à celle de la Nation et quand le défilé est terminé, de se disperser jusqu'à la prochaine occasion... Non, il faut réfléchir et s'organiser pour l'action directe et immédiate qui consiste à savoir comment arrêter le transport des armes, des munitions aux armées ennemies du peuple. Comment arrêter non seulement le transport, mais la fabrication des armes et des munitions, du matériel. Il faut savoir rendre inutile ou incapable de nuire tout ce qui peut servir et aider le fascisme d'où qu'il soit, contre le peuple, en œuvre de révolution sociale.

Or, c'est tout cela qu'on n'a pas su faire.

Pourtant, nous devons le savoir et ne pas craindre de le propager :

La paix est entre les mains des peuples.

Si comme l'ont fait nos camarades d'Espagne, nous avions, nous aussi, fait tout ce qu'il était possible de faire en nous appuyant sur les plus simples, les plus vrais, les plus purs de nos principes révolutionnaires, nous aurions hautement proclamé à la face même des tyrans nos vérités indiscutables se résumant ainsi :

« Les ouvriers ne t'ont pas de patrie ; travailleurs de tous pays, unissez-vous ;

« Frères d'Espagne, nous sommes avec vous », nous voulons, comme vous, conquérir vraiment le pain, la paix, la liberté ;

« Travailleurs, pour nous plus de frontières. Nos ennemis, on l'a dit maintes fois, et nous le répétons, ce sont ceux qui nous trompent, ceux qui nous exploitent et ceux qui nous commandent. Comptons sur nous-mêmes, c'est le salut. »

C'est au prolétariat international qu'il appartient de se mettre en travers de la guerre et du fascisme. Il le peut, il le doit. C'est à lui d'agir.

Ce qui n'a pas encore été fait peut s'accomplir si nous en avons la volonté ; or, l'exemple des compagnons espagnols nous indique l'action urgente. Ont-ils hésité, eux ? Ont-ils marchandé leur peine ? Ont-ils accompli les revers, les déceptions ? Non, ils sont allés de l'avant pour la conquête de la liberté qui sera aussi la nôtre.

Nous leur devons beaucoup, souvenons-nous-en et appuyons les efforts de la S. I. A.

Georges YVETOT.

Plus d'antifascistes dans les prisons de M. Négrin

C'EST UN MOT D'ORDRE DE LA S.I.A.

Nous publions en bas de ces colonnes un rapport qui ne laissera indifférent aucun de nos lecteurs. Il ne nous apprend rien pourtant, si ce n'est le nombre approximatif des camarades enfermés dans les prisons républicaines espagnoles.

Il ne nous apprend rien mais nous fait souvenir que des milliers de compagnons (environ 5.000) de la C.N.T., de la F.A.I., des Jeunesses Libertaires, du P.O.U.M., de la U.G.T. même sont emprisonnés depuis des mois sans aucune apparence de raison, par pur arbitraire.

C'est une faute que le gouvernement Négrin doit réparer sans tarder, c'est un scandale qu'il faut faire cesser au plus vite si l'on ne désire là-bas une désunion des antifascistes espagnols, dont le fascisme tirerait des avantages marqués et peut-être la victoire.

S.I.A., qui veut aider l'Espagne ouvrière à vaincre Franco, qui va s'attacher — secourant l'indifférence coupable du peuple de France — à trouver ici des concours précieux dont l'Espagne antifasciste tirera profit, ne peut admettre plus longtemps un tel spectacle : 5.000 ANTIFASCISTES DES PLUS BRAVES CROUPESSANT, S'ANEMANT ET MOURANT DANS LES PRISONS REPUBLICAINES D'ESPAGNE.

Les hommes politiques espagnols qui forment à Barcelone le Gouvernement central d'Espagne et le Gouvernement fédéral de Catalogne n'ont pas le droit, s'ils sont des antifascistes qui veulent sincèrement la défaite de Franco et du fascisme international, de perpétuer un état horrible de choses déshonorant pour eux, exacerbant pour la population espagnole, décourageant pour les militants d'Espagne... et d'ailleurs.

En tout cas, c'est le devoir de la S.I.A. de s'employer à fond pour que des actes qui font la triste gloire d'un Mussolini, d'un Hitler, voire d'un Staline, ne couvrent d'opprobre une Espagne si méritante, si belle par tant d'aspects.

Car après avoir lu le rapport de Domenech, S.I.A. ne peut ni se taire, ni se contenter de vaines remontrances. Elle va agir au grand jour et, avec l'appui de toute l'opinion publique antifasciste de ce pays, demander au gouvernement Négrin que ses prisons ne recèlent plus d'antifascistes.

Sous quelle forme S.I.A. va-t-elle protester... et agir ? Nous le dirons la semaine prochaine.

La Comité régional de la C.N.T. de Catalogne a fixé le mois dernier sa position devant les problèmes que pose la « Justice » de la République espagnole. A ce propos on lira ci-dessous non sans émotion, le rapport de Juan Domenech, secrétaire général dudit Comité régional.

ANTECEDENTS DU PROBLEME

Avec toute la sérénité possible, nous allons exposer les antécédents du problème que l'offensive judiciaire gouvernementale contre notre organisation nous oblige à traiter.

Peu de temps après la constitution du gouvernement actuel, la persécution judiciaire commença contre la C.N.T., la F.A.I. et les Jeunesses Libertaires sous le prétexte qu'il fallait rétablir l'ordre juridique qui, de fait et de droit, avait été pleinement rétabli durant l'étape gouvernementale antérieure ; ainsi les juges, s'en rapportant aux instructions de leurs supérieurs hiérarchiques entreprirent des actions judiciaires pour des faits typiquement révolutionnaires, c'est-à-dire, pour ces faits que les masses populaires se virent obligées de réaliser en légitime défense contre les auteurs du soulèvement entrepris par l'armée, la bourgeoisie et le clergé.

Il n'est pas utile de démontrer, parce que la chose est trop connue, que dans les faits qui se déroulent dans l'Espagne qui se libéra de la domination fasciste, participèrent tous les partis et organisations antifascis-

Le douloureux problème

Le gouvernement espagnol

tes sans exception. Cela se passa ainsi à Madrid, en Andalousie, en Aragon et dans le Levant. Et, prenant pour exemple la Catalogne, les comités appelés d'investigation qui étaient composés dans tous les villages de représentants de l'Esquerre républicaine, du P.S.U.C., de l'Union de Rabassaires, du P.O.U.M., de la F.A.I., de la C.N.T., prirent part eux aussi généralement à « l'épuration de l'arrière ».

Malgré cela, l'action judiciaire est entrée en jeu, appuyée sur la théorie absurde que les faits de la Révolution — sans lesquels sûrement en ces heures il ne resterait que le souvenir de la République — sont constitutifs de délit. L'action judiciaire répressive se perpétua et se perpétue sur les militants de la C.N.T., de la F.A.I. et des Jeunesses Libertaires et également du P.O.U.M. ; comme si les représentants des autres organisations et partis avaient agi en « sœurs de charité » ou avaient assisté aux épisodes de la lutte révolutionnaire du haut

d'un balcon à titre de simples spectateurs.

Une telle politique judiciaire a fait que les prisons de Catalogne se remplissent de camarades, qui en plus d'être antifascistes, souffrent d'abord de ce que leur ardeur révolutionnaire soit « récompensée » par un procès et ensuite, après tout ceci, qu'il y ait une nuance de partialité irritante puisque seulement on instruit contre un secteur, tandis qu'on soutient, protège et même utilise comme témoins les mêmes qui participèrent directement aux faits mêmes qu'on poursuit et qui, pour cela, ont la même responsabilité, si celle-ci existe.

En disant seulement que le nombre actuel des prisonniers en Catalogne de l'organisation confédérale approche 2.000, cela suffira pour rendre compte du volume de l'offensive — sans compter les détenus gouvernementaux, parmi lesquels nous avons plus de 100 camarades ; seulement à Barcelone.

LA SITUATION INTERIEURE DE LA PRISON DE BARCELONE

Beaucoup de nos camarades qui luttèrent bravement dans les glorieuses journées de juillet sont prisonniers et avec eux beaucoup de militants de grande responsabilité confédérale — dont nous ne citons pas les noms parce qu'ils sont trop connus de ceux qui ont intérêt à les faire disparaître systématiquement, en les poursuivant à base de fausses imputations et en les impliquant dans des procès arrangés avec adresse. Une telle situation a créé un état de protestation latente dans les prisons, et spécialement à la Modelo de Barcelone.

Le gouvernement central, comme le gouvernement de la Généralité, restent sourds à la clameur de protestation et insensibles à l'injustice opinatoire, et ils ont cru que toute leur action devait se réduire à ce qui, honteusement et stupidement, s'appelait à l'époque monarchique « rétablissement du prin-

Par la parole et le film

Par la chanson également

Meeting, conférences filmées d'hier

Notre tournée continue et obtient un succès qui ne faiblit pas.

Le lundi, 17, salle archicomble au Cinéma-Palace, à Castres. Le mardi 18, à Auch, même succès.

Montauban mérite une mention particulière ; les politiciens de l'endroit nous avaient demandé de remettre notre conférence à une date ultérieure car, eux aussi, organisaient une conférence filmée. Comme nous avions retenu la salle et que nous savions qu'on voulait, surtout, saboter notre action, nous avons passé outre. Or, malgré la publicité formidable des politiciens, malgré les manœuvres, notre conférence connut un succès total. A 20 h. 30, plus une place, et nous dûmes, à notre grand regret, refuser plusieurs centaines de personnes.

De tels résultats sont d'autant plus encourageants que les sections de la S.I.A. se multiplient et grossissent. A Moissac, le vendredi 21, les camarades Martin et Lacazes, du groupe de Toulouse, firent une conférence filmée qui obtint un très beau résultat.

Là aussi la S.I.A. est en marche.

A TOULOUSE

Malgré une température glaciale, notre meeting du 22, à Toulouse, fut véritablement un beau meeting, tant par sa tenue que par le nombre considérable d'auditeurs qui y assistèrent. Tour à tour Huard et Georges Pioch tirèrent la leçon des événements d'Espagne et les situèrent sur leur plan économique, social et historique.

La nécessité de la solidarité, le caractère et l'œuvre de la S.I.A. furent expliqués clairement et loyalement. Ce meeting connut un vif succès qui se traduisit par de nombreuses adhésions.

Conférences filmées de demain

PROVINCE

Le 31 janvier, à SETE.
Le 1^{er} février, à PERPIGNAN.
Le 2, à NARBONNE.
Le 4, à BEZIERS.

PARIS ET BANLIEUE

Le 1^{er} février, en soirée, au cinéma Kursaal, 3, avenue de la République, à AUBERVILLIERS.
Le 3 février, en soirée, au cinéma Globe-Palace, route de Gonesse, à STAINS.
Le 5 février, en matinée, au cinéma Star, 41, rue des Boulets, PARIS-11^e.

Les fêtes de la S.I.A.

DANS LE 13^e

AU PROFIT DES PETITS D'ESPAGNE

Samedi 29 janvier, à 20 h. 30, au BAL DES FLEURS

58, Boulevard de l'Hôpital, PARIS (13^e)

Métro Saint-Marcel.
GRANDE SOIRÉE ARTISTIQUE PRÉSENTÉE PAR H. GUERIN
GEO CHARLEY, du Coucou ; Maria VALSAMAKI, de l'Odeon ; Germain FARSY, l'Accordéoniste Virtuose ; Char-

les D'AVRAY, le Chansonnier Révolutionnaire ; Jacqueline HOPSTEIN, dans son répertoire ; FLORA DEL VALLE, la prestigieuse danseuse espagnole ; Dédé FERNANDES, le plus jeune Accordéoniste de France ; Armando NUNZ, dans ses Chansons Espagnoles ; VALLVERDU, le Ténor Catalan ; MUSETTE FIGARO, la Divette Fantaisiste.
Au piano : Mme CAPAUMONT et le Compositeur GRUNGBERG.

A MINUIT :

GRAND BAL DE NUIT

avec le Concours de l'Orchestre « Le Tourbillon »

Billet de participation : 0 fr. 95 donnant droit au tirage de la TOMBOLA. Entrée 6 billets ; chômeurs et enfants : 3 billets.

A CHAMPIGNY

Le groupe de Champigny organise le samedi 29 janvier, à 21 heures, salle des fêtes de la mairie de Champigny, un grand bal de nuit au profit des œuvres de la S.I.A.

Les Pelotaris de Lunas prêteront leur concours au cours de la soirée. Entrée : 5 cartes de solidarité à 0 fr. 95 chacune, chômeurs 3 cartes.

Réunions et Permanences de la S.I.A.

11^e et 14^e ARR. — Les amis de la S. I. A. tiennent leur permanence, 27, rue des Ecoles, le dimanche de 9 h. 1/2 à 12 h.

15^e et 16^e — Nous informons les camarades adhérents qu'une réunion constitutive aura lieu mercredi 2 février au café « Le Cadet » (face au métro Cadet), à 20 h. 45. CHAVILLE. — Assemblée générale jeudi 27, à 20 h. 45, sous-sol de l'ancienne Mairie, Grande-Rue. Les camarades des localités voisines sont invités.

POISSY. — Réunion pour la formation d'une section, samedi 29 janvier, à 20 h. 30, au café des Sports, passage du Marché, Orateurs : Le Meilleur, Leprince, Le Manier.

AMIENS. — Permanence le dimanche de 9 h. à 11 h. au café Thédie, place de l'Hôtel-de-Ville.

ROMANS. — La Section se réunit les premiers jeudis du mois, café Pommet, place Jean-Jaures.

SARTROUVILLE. — Assemblée générale de tous les adhérents lundi 31 janvier, à 20 h. 30, au groupe Pasteur, avenue Jean-Jaures.

TOULON. — La Section donnera une réunion le samedi 29 janvier, à 17 h. 30, salle Gouvin-St-Cyr, rue Denfert-Rochereau.

UNE ŒUVRE MAGNIFIQUE

Images de la Révolution espagnole

30 splendides aquarelles de Sim réunies en album

Les aquarelles peuvent être détachées pour être exposées.

Tout l'héroïsme

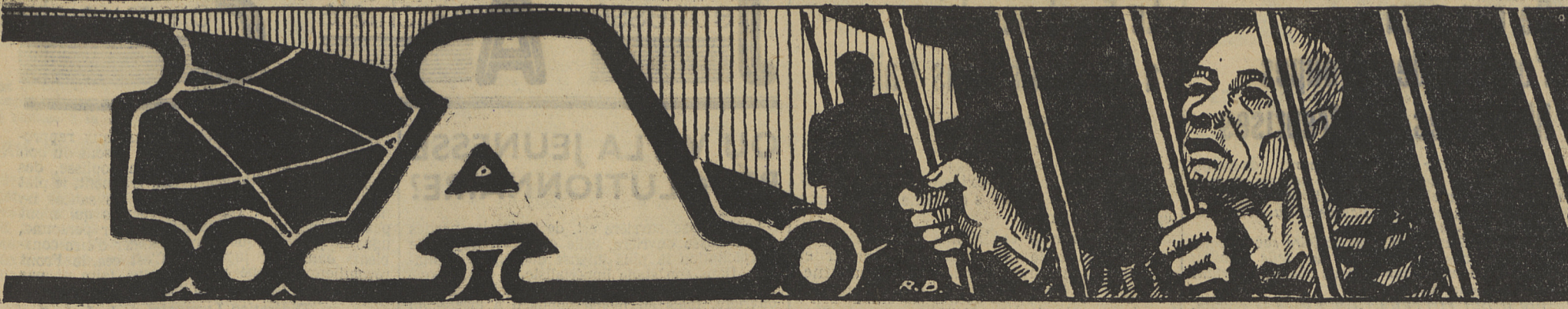
d'un peuple en armes

pour sa libération sociale

L'album : 10 francs

Franco : 13 francs

En vente à la Solidarité Internationale Antifasciste, 26, rue de Crussol.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chêq. Post. : Faucier 596-03

Los niños y los combatientes

Anoche tuvimos relevo, y cuando entro por la mañana en la trinchera los muchachos que vienen descansados me saludan.

— De buena os habéis librado estos días de nieve — les digo. — Si que es verdad — dice un veterano —; y te digo que he disfrutado mucho, sobre todo ayer, con lo que la S. I. A. ha empezado a regalar a los chiquillos en las escuelas. ¡Si vieras la alegría de los chiquitines!

— Cuenta, cuenta. — le digo. — Es interesante que mientras unos enseñan a los niños a ser soldados antes de tiempo y a soñar con la guerra, otros les hablen al corazón de los chiquitines, les alegren, les diviertan y los den golosinas que ahora no tienen.

Al lado mío se ha reunido un grupo de muchachos; todos vienen contentos. Han descansado unos días; han pasado las Pascuas con las familias — algunos en sus pueblos, en permiso no regateado — y los padres con sus pequeños han disfrutado mucho.

— Ayer ha empezado la Semana del Niño, organizada por la S. I. A., me dicen.

— Si hubieras visto — dice otro — la que se armaba por las calles madrileñas... Figúrate, un gran camión lleno de meriendas, con un gran cartel a cada costado anunciando la Semana del Niño. Llegaron a la escuela donde está mi hija y empiezan a repartir meriendas.

— Tú verás la que se armó — dice otro combatiente padre —. Se acabó la escuela por esa tarde. Lo bolsita donde iba la merienda (pan, queso, chocolate y cacahuets) quedaba deshecho en un momento, y centenares de boquitas mordían el pan y el chocolate, éste sobre todo, con el ansia del que no lo tiene todos los días.

— ¿Qué es la S. I. A., compañeros? — pregunta un muchachote — Oigo nombrarla muchas veces; he visto el carnet de los que son afiliados y no me he atrevido a pedirlo para verlo.

Hemos ido andando al paso y apretados por la trinchera; sin que lo noten, les he sacado del peligro de las aglomeraciones en sitio bañado, y les he traído a una plazoleta donde no hay peligro. Los muchachos quieren saber lo que es la S. I. A.; hay muchos que no lo saben, y por no sentir plaza de ignorantes se callan, y se alegran ahora de la pregunta hecha por ese compañero francés, y así lo van a saber todos.

— La S. I. A., queridos muchachos, es una organización internacional sin separación de razas, idiomas e ideas progresivas, que tiene por finalidad la solidaridad humana para todo ser que luche contra el fascismo, el cual quiere apoderarse del mundo para esclavizar a los trabajadores.

S. I. A. son los tres letras iniciales del título que lleva: SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. No representa a ningún Partido político ni tiene conomicancias con la política; no es testafiero de ningún Partido extranjero; no va al dictado

de ninguna organización sindical; no representa a idea ni política determinadas, ni tiene confesión de religión alguna.

Nació para extender los brazos de armonía universal, ayudando a los pueblos que luchan por salvar su libertad, en peligro contra el fascio.

De ahí que se preocupe del niño y trabaje por construir escuelas y por convertir los cuarteles en sitios de enseñanza para los niños en vez de convertir las escuelas en cuarteles, como hacen los Partidos políticos.

La S. I. A. quiere al niño ciudadano, que sepa regir sus destinos, alentándole a elevarse, para hacerse hombre querido, no temido, porque al hacerse querer es como podrá guiar a los pueblos esclavos para redimirse.

— Pues si es así — dice un compañero recluta —, asociadme a ella. Yo no sé las cosas que estoy aprendiendo desde que estoy entre vosotros. Cuando vine a este batallón, estaba seguro de que me hubiese tocado venir. ¡Qué cosas me decían de vosotros! ¡Qué disparates! ¡Qué memeces! ¡Qué canalladas! ¡Qué mentiras! Después he visto que no os conocen los que tales cosas dicen, y no creáis, compañeros, que esto os lo digo por engañosos; hasta, con mi madre he discutido sobre vosotros porque, ¡la pobret!, que no os conocía, me engañaba diciéndome lo que decían los que no os quieren.

— ¡Chócate esos cinco, muchachol — le digo verdaderamente emocionado. — Así se habla, y tú, que ya nos conoces, serás uno de los defensores más decididos de nosotros.

— Además — sigue diciendo el quinto —, he visitado vuestros Ateneos Libertarios; vuestras escuelas. Ayer estuve en varios colegios distintos, de Partidos políticos, municipales, comunistas, socialistas y libertarios, y a todas las criaturas les habéis obsequiado lo mismo.

— Es que nosotros propagamos con los hechos más que con las palabras — dice un veterano de cuarenta años. — A ti también te estima la S. I. A., compañero — me dice un evadido —. Ya ha repartido entre nosotros algunas cosillas.

— Pues preparaos, que ayer, el Comité de Madrid, me ha enviado no sé si me han dicho TRES MIL PARES DE CALCETINES de invierno.

— ¡Tres mil pares! — exclama uno — ¡Pues vas a tener para toda la Brigada!

— E ainda mais — dice un gallego, también pasado a nosotros.

Se ha revuelto el cotarro con el regalo que me ha hecho la S. I. A. para los combatientes; pero lo peor es que no saben los muchachos de mi Brigada que no es para ellos sino que si go por donde termine el anterior reparto, a quienes les toque.

— ¡Pues te van a poner bueno los muchachos, viejo! — dice un sargento.

— No dirán nada — dice otro —. Saben que éste es así y obra en justicia.

Mauro BATATIERRA.

Sumaos a la S. I. A.

Gualesquiera que sea la región o la nación que habitéis, debéis sumaros a la S. I. A., si queréis hacer algo verdaderamente útil para la causa de España y del antifascismo internacional.

Hemos observado, desde el principio que nuestra acción se está desarrollando, una especie de voluntad de mantenerse y de obrar aparte en ciertos españoles que, sin embargo, son antifascistas convencidos.

La rutina, un encerrarse en sí mismo, un nacionalismo inexplicable les hace actuar por su lado, cuando realmente actúan. Diríase que a veces, a pesar de su internacionalismo teórico, repugnan a mezclarse con los otros, a quienes consideran no sabemos si inferiores o diferentes.

Esta actitud perjudica a España tanto como a la lucha contra el fascismo en general.

No puede haber cuestión de nacionalidad en el esfuerzo que se está realizando. Y no puede haberla, porque desde el primer momento de la lucha en España, el fascismo ha obrado internacionalmente.

Internacionalmente, con la intervención de Hitler y de Mussolini, el fascismo ha preparado el ataque contra nuestra libertad, por la conquista del subsuelo español, de las Baleares, de lugares estratégicos para futuras empresas guerreras.

Internacionalmente actúa, enviando oficiales, soldados, técnicos, armas, buques, aviones, tanques, y toda clase de pertrechos bélicos. Internacionalmente obra, apoyando financieramente o moralmente, por medio de campañas de difamación contra nosotros y de encomio del fascismo español, la empresa suya.

Ayudar en los estrechos límites de la nacionalidad, es hacer estéril o casi el propio esfuerzo, es restar medios a los que están allí sufriendo y

El congreso nacional de los comités de acción antifascista

Los días 29 y 30 de este mes, la Federación de Comités de Acción Antifascista actuando en Francia, celebrará Congreso en el cual se han de tratar puntos de gran importancia para la vida de la misma y el auxilio que podemos prestar a nuestros hermanos de España.

En el orden del día, relevamos los siguientes puntos: ¿Cómo debemos continuar nuestra ayuda al pueblo español? Medios para que esta ayuda sea eficaz y para hacer triunfar al proletariado.

Estructuración Orgánica; misión del Comité nacional.

Propaganda general.

Nuestras relaciones con la S. I. A.

Estas cuestiones y otras han de dar lugar a un examen de la

mayor importancia, para la actuación futura siempre que se sepa mantener los debates a la altura necesaria. No dudamos de que así sucederá.

Lo deseamos con todo corazón. Y no mereceríamos hacer esta

página, si no manifestáramos los sentimientos fraternos con los cuales saludamos a todos los delegados.

Esperamos también que, en lo concerniente a las relaciones

con nuestra organización, el acuerdo que se tome tendrá en cuenta el interés de la causa que nos es común, ante cualquier otra consideración.

En este asunto como en lo demás, deseamos a los reunidos el mayor acierto. Que de este comicio la lucha contra el fascismo salga rebustecida y más coherente.

¡Salud, camaradas!

des emprisonnés en Espagne

doit le résoudre au plus vite

cipe de l'autorité. Como si l'exercice de la fonction de commandement devait se circonscire à l'adoption de mesures répressives. Ainsi, la Consejería de justice, dont dépendent les services correctionnels, crut qu'en mettant en disponibilité 14 ou 16 fonctionnaires, parce qu'ils étaient affiliés à la C.N.T., en changeant le directeur pour un commissaire de police, en nommant administrateur un individu qui fut prisonnier comme fasciste supposé, en restreignant les communications, en augmentant les précautions policières et terroristes à l'intérieur de la prison, on pourrait résoudre les nombreuses difficultés résultant d'emprisonnement, inconséquents et arbitraires.

An contraire, les difficultés se sont aggravées car, outre les vexations auxquel les nos camarades sont soumis comme antifascistes, ils se sont trouvés en face de la lenteur des juges et l'inactivité des tribunaux, qui travaillent une heure et demie par jour, prolongent pendant des mois leur déten-

tion, et avec elle la misère de leur famille.

Il n'y a pas d'effet sans cause. Et toutes ces causes exprimées déterminent des protestations collectives à l'intérieur de la prison, qui ne constituent pas seulement des incidents normaux en tout établissement pénitentiaire. Ces incidents d'ailleurs furent résolus normalement, nos compagnons donnant par cela, malgré leur indignation justifiée, des preuves de bon jugement; car en d'autres cas, les protestations auraient atteint des proportions plus graves.

TRANSFERT

DE 230 CAMARADES

Qu'a fait le gouvernement devant cet état de choses? Appliquer les règles de justice? Résoudre les cas avec un sentiment de rectitude? Pousser les juges à ce qu'ils prennent à cœur de terminer la procédure dans les limites de temps que marque la loi? Obliger les tribunaux à travailler ma-

tin et soir pour régler les causes pendantes? Empêcher qu'il y ait des prisonniers gouvernementaux qui subsistent 3 ou 4 mois d'emprisonnement sans être interrogés et sans qu'ils sachent la raison de leur emprisonnement?

Non. Aucun des deux gouvernements que nous endurons et qui paraissent vivre livrés à la vanité de la politique, n'a fait cela, comme si l'Espagne n'endurait pas une guerre civile féroce et comme si n'était pas besoin, pour la gagner, d'unir les volontés, unir les efforts, unifier l'action et apporter à la lutte l'enthousiasme unanime et la ferveur de tout le peuple.

La seule chose qu'a faite la Consejería de justice, d'accord avec le gouvernement central, a été de transporter 230 camarades de la prison de Barcelone aux divers territoires judiciaires. Le transfert s'est effectué le 2 décembre, de bon matin, et avec la protection de 500 gardes d'assaut, robus-

tes et bien armés: c'est-à-dire les plus utiles pour coopérer à une rapide conquête de Saragoisse.

NOTRE POSITION

Devant ces faits comment protester? En demandant que, à l'avenir, nos organismes responsables interrompent toutes relations avec les organismes représentatifs de la justice, tant de Catalogne que du Gouvernement central.

Tant que subsistera la structure actuelle de la justice, nous devons recommander à nos camarades prisonniers que, se fortifiant dans leur douleur et leur amertume, ils refusent d'accepter absolument la plus petite mesure gracieuse qui ne soit pas prévue dans les règlements des services pénitentiaires et les lois d'instruction. Nous ne nous cachons pas que ceci impliquera pour certains quelques sacrifices. Mais les sacrifices dans lesquels se trempe la probité sont les plus appréciés et ceux qui fortifient le plus, non seulement l'individu, mais aussi l'organisation à laquelle il appartient.

Nous nous moquons que l'on nous fasse un traitement plus dur qu'aux fascistes eux-mêmes. Nous connaissons le cas, bien expressif, du procureur fiscal du tribunal de cassation de Catalogne qui, dans une affaire intentée contre des fascistes de la 5^e co-

lonne, pour laquelle il y avait des preuves copieuses, a refusé même de demander les peines graves que le cabinet du procureur général exigeait. Donc, désormais, toute la rigueur sera pour nous; toutes les douceurs et condescendances pour les fascistes.

Nous ne supplierons pas. Nous ne nous lamenterons pas. Nous lutterons. Nous voulons démontrer devant le monde entier que nous n'avons rien perdu de notre dignité.

Nous allons indiquer ce qu'est la loi depuis son aspect organique comme élément de justice, jusqu'à sa responsabilité historique devant le peuple fidèle à la liberté qu'il défend avec passion depuis le 19 juillet 1936.

Avec les ressorts du Pouvoir on ne peut ni ne doit vouloir dominer l'action de la justice dans aucun sens. Et quand celle-ci s'applique avec rigueur aux militants des organisations antifascistes, et avec bienveillance aux collaborateurs du criminel soulèvement militaire, on démontre devant le monde que pour ceux qui ont à leur charge la fonction directrice du pays, la seule chose qui les intéresse est d'utiliser les ressorts de la justice en vue de satisfaire de vils intérêts politiques. Et à ce jeu nous ne pouvons, ni ne devons, ni ne voulons nous prêter.

Que chacun assume la responsabilité de ses propres actes.

En Teruel, miles y miles de hombres caen a diario, defendiendo desesperadamente la libertad.

AYUDÉMOSLOS

Notas desde España⁽¹⁾

EL DIA DE LA CONSTRUCCION

La S. I. A., que no se duerme, y cuyas actividades son en España cada vez más intensas, ha organizado en Madrid el « Día del Trabajador de la Construcción ».

Es un homenaje que se ha creído necesario rendir a aquellos trabajadores por su comportamiento ejemplar en esta guerra. Los obreros de la Construcción, de Madrid, demostraron en efecto tener una conciencia superior a la de los gobernantes cuando, al acercarse a la capital de España las tropas mercenarias de Franco, decidieron no trabajar más en los edificios comunes, y movilizarse todos para construir trincheras.

Desde entonces, han estado siempre en la brecha. El pueblo de Madrid se ha defendido casi solo. Y los obreros de la construcción han estado en todas partes donde había que estar, para cavar la tierra, levantar paredes, bloques de piedra y cemento, hacer fortificaciones donde fuera necesario.

Su labor ha sido intensa, forzosamente más intensa que la de los trabajadores de otros ramos, si se exceptúa a los ferroviarios. Han trabajado sin descanso, día y noche, sin recordar la jornada de las ocho horas. Han estado sin vacilar en todos los puestos de peligro. Han constituido brigadas de obreros, cayeron estóicamente bajo la metralla, mientras los otros continuaban trabajando.

Antes, en el primer día de la lucha, habían sido los más numerosos y los más decididos en el asalto al cuartel de la Montaña, cuya toma fue en gran parte su obra. Y los que fueron movilizados no desmerecieron de ese primer día de gloria.

Bien merecen el homenaje que la S. I. A., atenta a todas las realidades, les está organizando.

CASI UN MILAGRO

Por doquier se crean en España secciones de la S. I. A. Basta leer los periódicos, o viajar un poco para darse cuenta de la vitalidad que adquiere esta organización. No solamente en las ciudades, sino en las barriadas de Barcelona, de Valencia, de Madrid, y en los lugares más apartados, surgen secciones y afluyen los adherentes, hasta tal punto que en ciertos casos es necesario tomar medidas para limitar su número, o indagar quiénes son.

Porque no queremos que vengan a nuestra organización elementos de antifascismo reciente y

circunstancial, o egoístas interesados.

Las listas de suscripción en favor de la S. I. A. se han abierto en buena parte de la prensa española, y tienen un éxito imprevisto. Los sindicatos de las dos centrales obreras, los ateneos, los grupos libertarios, los comités de la C.N.T., toda clase de instituciones mandan dinero. Y lo mandan también, individualmente, millares y millares de antifascistas.

Conviene ver el apresuramiento con el cual se responde. Porque a nadie le sobra nada en estos momentos. A todos, quien más, quien menos, le faltan cosas imprescindibles. Y sin embargo, olvidándose de sí mismos, todos, o casi todos, acuden, para ayudar a los demás.

¡Espectáculo alentador! El sentimiento de solidaridad domina. La S. I. A. lo ha estimulado, lo organiza, o mejor dicho, organiza sus acciones. De modo que estos aportes funden prácticamente la gran familia antifascista en un solo bloque fraterno, en el cual las divisiones desaparecen.

Poco a poco, esta campaña resucita el sentido de responsabilidad colectiva y de unión que, como consecuencia de las actividades políticas, se había atargado.

La S. I. A. está reconstituyendo en España el espíritu fraterno del 19 de julio. Y porque es una necesidad suprema, porque la inmensa mayoría de los españoles lo desea, no me cabe duda que acabará por conseguirlo.

Está en buen camino; sólo le hace falta perseverar. Perseverar, y recibir, de las secciones internacionales, la ayuda que necesita para triunfar en su empeño.

ANTIFASCISTA.

(1) Esta colaboración ha sido recibida con retraso a causa de la censura. (N. de la R.)

Las federaciones comarcales

No todo es apatía. A pesar de que se podría hacer mucho más, de que se debe hacer más, no faltan antifascistas, hermanos de sentimientos, que se mueven y hacen lo que pueden. A estos camaradas queremos sugerir hoy algo que nos parece útil.

Lo primero es que, cuando hay varios grupos relativamente próximos, deben tratar de federarse, si esos grupos están diseminados en varias poblaciones de una misma región.

Las federaciones cantonales han de permitir, para esta clase de actividades, lo que han permitido siempre, especialmente en las actividades sindicales: una mayor cohesión gracias a la cual se puede emprender, conjuntamente, lo que aisladamente es imposible.

Por ejemplo, si se quiere organizar un festival, es frecuente que un solo grupo no disponga de los medios necesarios, tanto en dinero como en material y en colaboración directa. Pero si puede dirigirse a otros grupos, recibir su apoyo, el festival tendrá fácilmente lugar.

Procurarse una sala, una cinta, poder imprimir carteles, organizar una conferencia no es siempre hacedero por diez compañeros que sólo cuentan consigo mismos, y por buena voluntad que se tenga. Hay así muchas actividades que requieren una comunión de esfuerzos que siempre, a través de la historia, ha dado sus resultados.

El aislamiento en la acción hace desperdiciar muchas energías y malgastar las que se emplean. Conviene racionalizar los esfuerzos. La actividad individual es mucho más aprovechada en el trabajo común. Esto la sabe todo el mundo, nadie lo discute ya.

La unión hace la fuerza. No lo olvidéis. Cread federaciones.

LA TUTELLE STALINNIENNE EN ÉCHEC

Comment la F.S.I. a rejeté les conditions dictatoriales d'affiliation des "syndicats" russes

Nous avons la semaine passée brièvement commenté la décision du bureau de la F. S. I. quant à la suite à donner à la demande d'affiliation des « syndicats » (?) russes. Cette décision conclut au rejet, et, tout en renvoyant l'ensemble du problème à l'étude des sections nationales, le bureau de la F. S. I. invite celles-ci à rejeter les conditions posées par les staliniens.

Ces conditions quelles sont-elles ? Nous laissons prévoir, et c'était facile, qu'elles comportaient la domestication du mouvement syndical international aux Staliniens. Nous en avons maintenant la confirmation officielle. C'est le BULLETIN OFFICIEL de la F.S.I. qui, dans son numéro du 14 janvier, nous en informe.

En dehors d'un certain nombre de points généraux touchant la lutte contre la guerre et le fascisme par la grève, le boycott, la propagande sous toutes ses formes, le soutien des mouvements de front unique ou de front populaire, qui n'attirent pas de commentaires particuliers, les conditions des Russes se terminent par la revendication d'un poste de secrétaire général dans le bureau de la F. S. I. En outre, et c'est là le point le plus important, les Staliniens eussent voulu avoir des garanties que nous citons textuellement : « LES SYNDICATS SOVIÉTIQUES, EN ASSUMANT LES ENORMES ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI DÉCOULENT DES STATUTS (5.200.000 FR. FRANÇAIS) DOIVENT RECEVOIR LA GARANTIE QUE LES MILLIONS DE FRANCS QUI SERONT VERSÉS PAR LES SYNDICATS SOVIÉTIQUES NE SERVIRONT PAS À LA PROPAGANDE CONTRE L'U. R. S. S. ET LE MOUVEMENT SYNDICAL SOVIÉTIQUE ».

Ce document était signé : GVERNIK, MOSKATOV, NIKOLAEVA. Traduits en clair, cela signifiait que toute vote d'opposition à la dictature sanglante du stalinisme, eût dû être étouffée dans le mouvement syndical international.

Les délégués de la F. S. I. envoyés à Moscou pour traiter de l'affiliation et qui étaient, rappelés, Jouhaux, Schevenels et Stolz, répondirent évasivement à cette prétention.

Maintenant le bureau de la F. S. I. tout entier vient de se prononcer. Sa réponse est dénuée d'ambages et la voici : « Il déclare ces conditions inacceptables ET EN PROPOSE LE REJET à la session du Conseil général proposée pour la mi-mai à Oslo ».

En priant Staline et ses domestiques de repasser, et en rejetant leur tutelle, les puissants seigneurs de la F. S. I. procureront — une fois n'est pas coutume — aux syndicalistes du monde entier une vive satisfaction.

NOTRE LIBRAIRIE

BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

- Douze preuves de l'inexistence de Dieu, par S. Faure.
Evolution et Révolution, par Elise Reclus.
Aux jeunes gens, par Pierre Kropotkine.
Entre paysans, par E. Malet.
Immoralité du mariage, par René Chaughl.
La Morale anarchiste, par Pierre Kropotkine.
L'Amour libre, par Madeleine Verneil.
Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.
Le Salarial, par Kropotkine.
Anarchisme et Coopération, par Georges Bastien.
La Liberté individuelle, par Edouard Rothen.
Les Prisons, par Pierre Kropotkine.
Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Grigulis.
Francisco Ferrer, Anarchiste.
Propos d'Éducateurs, par Sébastien Faure.
La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure.
L'Orateur Populaire, les sources de l'éloquence, on devient orateur, conseils aux jeunes, par Sébastien Faure.
L'Anarchie dans l'évolution Socialiste, par P. Kropotkine.
L'Organisation de la vindicte appelée Justice, par P. Kropotkine.
Le Mariage, le Divorce et l'Union libre, par J. Marestan.
La Question Sociale, position de la question, par S. Faure.
Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de syndicalistes.
Elise Reclus, par Han Ryner.
Les Capitalismes en Guerre, De Briey à la Ruhr, par Rhillon.
L'action anarchiste dans la Révolution, par P. Kropotkine.
Les Incendiaires, par Eugène Vermesch.
Autour d'une Vie, par Kropotkine, 2 volumes.
L'Anarchie, sa Philosophie, son Idéal, par Kropotkine, 1.50.
Dieu et l'État, par Bakounine, 1.50.
L'Internationale, Documents, 1.50.
Histoires de la Commune, par Lissagarry, 40.
La Déchéance du Capitalisme, par Louzon, 0.50.
Culture Proletarienne, par M. Martinet, 12.
Quelques Ecrits par Ad. Schwitzgebel.
Les Joyeux de l'Exil, par Ch. Malato, 15.
Histoire du Mouvement Makhnoviste, par Archinov, 10.
L'anarchie et l'Église, par Elise Reclus.
L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Kropotkine.
Réponses aux paroles d'une croyante, par S. Faure.
L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine.
ENVOI RECOMMANDÉ 0 fr. 80 EN PLUS.

Pour comprendre...

- Précis de géographie économique, de J.-F. Horrabin, 9 fr.
franco 10 fr.
L'économie capitaliste, de R. Louzon, 12 fr.
franco 13 fr.
Réflexions sur la violence, de Georges Sorel. Un fort volume de 450 pages, 18 fr.
franco 19 fr.
Ceux de Barcelone, de H.-E. Kaminsky, 18 fr.
franco 19 fr.

- Les problèmes de la Révolution prolétarienne, de Fernand Lorient, 3 fr.
franco 3 50

Tous ces ouvrages sont en vente au Libertaire. Recommandation : 0 fr. 80.
Adresser commandes et fonds à A. Schek
Chèque postal 487-78, 9, rue de Bondy, Paris-18.

Ce que sera l'organe des groupes libertaires d'entreprises

L'idée de relier les compagnons anars ou sympathisants de entreprises, par un organe mensuel est excellente. Ce n'est pas une idée, c'est une nécessité. Pas de discussions possibles à ce sujet.

Ce qui est important c'est de faire savoir dans quel sens nous allons mener une telle bataille, comment on lutte pour quelque chose et partant contre quelque chose.

POUR QUI LUTTERA-T-ON ? Pour le prolétariat, les capotés, les humbles, pour la vérité, la justice, la liberté.

CONTRE QUI ? Contre les patrons, les exploités, ceux qui les défendent et les servent, les démagogues, les autoritaires.

Donc, notre feuille sera un organe de combat d'une intrépidité parfaite, absolu.

Chaque fait relaté devra être d'une véacité totale contrôlable par tous.

Pas de polémique interminable, la question sociale ne se résout pas à coup de pamphlets ou de poèmes. Nos conceptions de lutte sont celles du prolétariat, à nous de le lui faire savoir.

Pour lutter contre le patronat, contre l'injustice, contre le fascisme français toujours menaçant nous avons besoin de tous les travailleurs, les manuels comme les intellectuels, de tous ceux que le capitalisme exploite.

Pour la lutte présente cette feuille sera votre arme, elle aura l'efficacité que vous seuls lui donnez.

Les usines, les ateliers, les bureaux, les administrations vont avoir une voix. Révolutionnaires, son souffle dépend de vous.

Il faut que partout cette voix crie, hurle la vérité, qu'elle inonde d'une aveuglante clarté tous les coins obscurs des bureaux capitalistes.

Il faut renverser les murs qui assourdissent les voix des ouvriers. Le capital exploite tout et tous.

Il faut que tous le sachent et tous luttent. À la division entretenue par des querelles de boutiques, opposons l'unité des exploités contre leurs exploités.

À la contrainte, opposons la révolte. À l'esprit de manœuvre, la vérité. Au jésuitisme, l'esprit de liberté.

Pour que la pensée libre, indépendante, rentre partout où souffrent et peinent les prolétaires. En avant !

Voici le chèque postal auquel doivent être adressés les fonds : Gourdin Georges Paris c. 58703. Que tous les camarades fassent le nécessaire pour les listes en leur possession.

LES CHANSONS DE CHARLES D'AVRAY

EN VENTE AU « LIBERTAIRE »

Prix : 1 fr. 50 chaque chanson

La douleur. Droits et devoirs. Ecoutez les cloches. Melle. Les réprimés. Explication. Les feuilles. La foule. Les fous. Les géants. Les galvaudés. La gaudes. Les grands fatimés. Les gueux. L'idée. L'insurrectionnelle. La jalousie.

La joie. Loin du rêve. Ma cabane. Magosline. Magistrature. Les maisons. Maman. Les masques rouges. Militarisme. Les moissons rouges. Le monde féodal. Les monstres. Nos grandes demoiselles. L'odyssée d'un vagabond. Paillasse. Par ma lucarne. Paroles d'un révolutionnaire. Les penseurs. Petite fille de deux sous. Les petits carreaux.

Les petits oubliés. Le peuple est vieux. Les plectres nus. Le premier mal. La prolétarienne. Puissance et faiblesse. Quand le soir descend. Rosaire. Les routes grises. Sous la 3^e République. Le triomphe de l'anarchie. Travail. La Toussaint des vivants. Le temps. La vérité. Viens vers nous. La vierge noire. Le vieux savant.

PRENDRE BONNE NOTE QU'AUCUN ENVOI NE PEUT ÊTRE FAIT S'IL N'EST COMPAGNE DU MONTANT DE LA COMMANDE MAJORE DE 10 % POUR FRAIS D'ENVOI

Pour que vive le Libertaire

Souscriptions reçues du 1^{er} au 31 décembre

- Un copain de Sébastien à Colombes, 5 fr. ; De-
gulle, Jura, 4 fr. ; Esperanto, 5 fr. ; Liste 901,
Mazeyrat, Royat, 35 fr. ; Liste 1047, Cuter,
Fohlenay-sous-Bois, 30 fr. ; Pour la défense du
Lib., 50 fr. ; Albert Pierre, 2 fr. 50 ; Francisco,
Gonzales, 2 fr. 50 ; Valet, souscription, 2 fr. ;
Dumenil, Rouen, 5 fr. ; Barthelemy, souscription,
5 fr. ; Hane, liste 1043, 5 fr. ; Marcelle,
souscription, 10 fr. ; Un Vieux Lib., 5 fr. ;
Liste 1800, Planzer, 32 fr. ; Anonyme, 2 fr. ;
N. M., souscription, 5 fr. ; Auron, Cerilly,
Allier, 18 fr. ; Marguerite, Ivry, 50 fr. ; Laveur,
Alos, 30 fr. ; Groupe Ouvriers juifs Symp.,
50 fr. ; Liste 532, Morel Aulnay, 30 fr. ; Pe-
castaing Real, souscription, 4 fr. ; Conférence
Sébastien, 2 fr. 15 ; Préheget, souscription, 4 fr. ;
Garcia, Paris, 10 fr. ; Garreau Saint-Galais,
Sartre, 3 fr. ; J. Pascal, Fresnoy, 10 fr. ;
Francisco, Le Mans, Sartre, 10 fr. ; Paux,
Iiers-sur-Orge, 3 fr. ; Souscription Belmont,
12 fr. ; Borelli Bandol, 3 fr. ; Bachini, Saint-
Henri, 9 fr. ; Pasturel, Pré-Saint-Gervais, 4 fr. ;
Galli, souscription, 10 fr. ; Cuisset, Paris 18^e,
3 fr. ; Fantanella, Yver, 4 fr. ; Anonyme,
3 fr. ; Chanvalant, Yver, 10 fr. ; Liste 694,
Laveau, 20 fr. ; Liste 158, 40 fr. ; Paux,
Drancy, 4 fr. ; Frassinelli, Montmagny, 27 fr. ;
Morra, Vince, 1 fr. 50 ; Le Merchet, 2 fr. ;
Lacombe, 4 fr. ; Derigny, La Clotat, 4 fr. ;
Dupeyre, 9 fr. ; Marc, Paris XX^e, 4 fr. ;
Liste 18, Letellier, 10 fr. ; Blencol, Blois,
3 fr. ; Liste 1387, 26 fr. ; Yvetot, Vimory,
4 fr. ; Richebourg, Paris, 17 fr. ; Laurier,
10 fr. ; Eberlin, 8 fr. ; Bourbon, 10 fr. ;
Listes 668, Dutilleul, 6 fr. ; Touchard, 10 francs ;
Tosca, souscription, 2 fois 10 fr. ; Liste 830,
5 fr. 10 fr. ; Liste 370, Coteau, 18 fr. ; Louise,
souscription, 8 fr. ; Frémont, Provins, 8 fr. ;
Boutterin, Arcueil, 10 fr. ; Barde, Bordeaux,
8 fr. ; Secret, Cligny, 10 fr. ; Y. Bel, sous, 10
francs ; Barbet, sous, 6 fr. 65 ; Claudine,
10 fr. ; Liste 833, Brunoy, 10 fr. ; Anonyme,
sous, 10 fr. ; Champagne, 4 fr. ; Fernandez
Ferry, 4 fr. ; Liste 631, Mydhistère, 25 fr. ;
Dallien, Jège, 39 fr. 80 ; Faroyvachet, 4 fr. ;
Liste 581, Berger, 101 fr. 25 ; Villain l'Hay-les-
Roses, 33 fr. 75 ; Jeamit, Suresnes, 10 fr. ;
Liste 1015, Chambon, 24 fr. ; Collecte du 20 dé-
cembre, 210 fr. ; Delabre, 3 fr. ; Bassebre,
Berdeaux, 8 fr. ; Moccenoud Carentan, 3 fr. ;
Rozat, Toulouse, 5 fr. ; Willeum, Creil, 8 fr. ;
Oss J. Pau, 9 fr. ; Houdin, Saint-Auvent, 2 fr. ;
Battandier Brignollet, 18 fr. ; Pavillier, Vincen-
nes, 8 fr. ; Liste 760, Soulier, 28 fr. ; Noler
Crevecoeur, 3 fr. ; Guilloré, Souchi, 3 fr. ;
Liste Saïl Mohamed Aulnay-sous-Bois, 106 fr. ;
Souscription N^o 12 fr. ; Marcelle, 10 fr. ; Mou-
nir, 5 fr. ; Noella, 5 fr. ; Raymond Emile,
5 fr. ; ouvin, Nice, 5 fr. ; Bagosse Lorient,
9 fr. ; Yzag, Oran, 3 fr. ; Masevat, Saint-
Barthelemy, 5 fr. ; Cattal, Wasquehal, 8 fr. ;
Pelany, Saint-Etienne, 8 fr. ; Claudet, Paris,
8 fr. 50.
Total de cette liste : 1.663 fr. 25.

Le Front populaire a du plomb dans l'aile

(Suite de la première page)

Voilà pour le chapitre de la paix intérieure.

S'agit-il de la paix extérieure ? La déclaration ministérielle s'exprime avec une égale précision :

« La politique extérieure de demain ne sera que celle qui a été en honneur et loyalement suivie par les deux gouvernements de Front populaire précédents ».

« Le peuple de France est un peuple profondément pacifique et son gouvernement demeure passionnément attaché à la cause de la paix. Mais le souci de la défense nationale a des nécessités vitales et ce serait un crime que de ne pas en tenir compte ».

« Le gouvernement, étant donné l'état de l'Europe, mesure toute l'étendue de l'im-périeux devoir que lui impose la gravité exceptionnelle de l'heure ».

« Il veillera à ce que soit renforcée, par une défense nationale de mieux en mieux assurée, la sécurité du pays ».

« On peut avoir pleine confiance dans le patriotisme éclairé de tous les hommes qui vont assumer la charge et les responsabilités du pouvoir ».

Je n'ai pas le moindre souvenir d'un ministère ayant dit autre chose ; et nous savons que, de législature en législature et de cabinet en cabinet, les prétendues nécessités vitales de la défense nationale nous ont conduits à des dépenses de guerre qui se chiffrent par des nombres de plus en plus astronomiques.

Un programme ministériel de ce calibre était fait pour grouper autour du Gouvernement une majorité compacte.

C'est ce qui est arrivé.

Et le Front populaire continue...

Je serais bien surpris qu'il continuât longtemps encore.

Car de deux choses l'une : ou bien le Cabinet Chautemps tentera véritablement d'appliquer le programme du Rassemblement populaire et, dans ce cas, encore que ce programme ne casse rien, il sera combattu par les vieux calmans du Luxembourg et par les « saxons » du Palais Bourbon ; et alors, c'est la chute du ministère ;

ou bien, Chautemps et ses collaborateurs dans l'espoir de durer, oublieront ce fameux programme et jusqu'aux têtes de chapitre qui le composent et j'aime à espérer que, si accoutumés qu'ils soient à digérer placidement les couleuvres que les politiciens s'évertuent à leur faire avaler, les « gogos » qui ont salué avec un enthousiasme délirant le triomphe électoral et l'installation au pouvoir des chefs du Front populaire ne tarderont pas à réagir et à lâcher leurs hommes de confiance ; et alors, cessant d'être soutenu par ses éléments les plus actifs et les plus énergiques, le Front populaire s'effondrera.

Le Front populaire, croyez-moi, a du plomb dans l'aile.

SEBASTIEN FAURE.

La grande pensée du règne

(Suite de la première page)

Les préoccupations économiques et financières peuvent être à l'origine de la crise. Elles ne sont pour rien dans son dénouement. Au surplus, les graves difficultés intérieures où se débat la France ne sont que secondaires en comparaison de l'autre péril : celui que l'étranger — comme on dit — fait peser sur le pays. C'est là qu'il faut veiller. C'est dans ces inquiétudes qu'il faut voir les motifs de cette union de la nation française, union à laquelle rien ne manque désormais, pas même le quateron de traités — encore un mot — vendus à Hitler et à Mussolini et nécessaires à la bonne présentation du spectacle.

Nous sommes parmi ces traités. Et nous dénonçons véhémentement la manœuvre qui va consister à demander aux travailleurs de nouveaux sacrifices au nom de l'intérêt national, c'est-à-dire en vue d'une nouvelle guerre. Nous protestons contre cette double menace, contre le bien-être et la vie même des prolétaires appelés à consolider un régime en acceptant des conditions de salaires inférieures avant d'aller le défendre sur les champs de bataille de l'impérialisme. On nous oppose la politique des gouvernements fascistes. Certes nous voyons bien vers quels sanglants destins les contradictions économiques et politiques issues des traités mènent actuellement l'Europe. Les voyages d'Yvon Delbos en Europe Centrale, ceux de Beck ou de Stoyadinovitch à Berlin, la confiance de Budapest qu'il s'est exprimée l'insécurité de l'Autriche et de la Hongrie devant les appels des diplomates franco-russes et italo-allemands, enfin la formidable reprise des armements sont autant d'indices de la gravité d'une situation dont la guerre est la seule issue, aux yeux des hommes d'Etat. Mais, précisément, nous nous refusons quant à nous à accepter cette éventualité. Cette guerre, nous entendons ne pas la faire. Et nous invitons la classe ouvrière à manifester une semblable volonté. Encore faut-il qu'elle voie dans quelle impasse la politique du Front populaire l'a menée. Pour en sortir, une seule conduite s'offre à elle : séparer radicalement son sort de celui du régime, rompre toute complicité avec l'impérialisme, se refuser à toute union nationale dont la fin ne saurait être qu'une nouvelle invitation à mourir pour la patrie. Prétendre donc, comme Belin dans *Syndicats* que la paix sociale en France est un facteur de paix européenne, c'est tourner le dos à la vérité. Une telle paix sociale, c'est la paix des cimetières où s'aligneraient demain de nouvelles victimes d'une nouvelle guerre du Droit.

La paix européenne ne peut être construite que sur les ruines du capitalisme et des traités qu'il a souscrits.

LASHORTES.

Jeunesse Anarchiste Communiste

OU VA LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE ?

La jeunesse ouvrière est, de toutes les parties de la classe ouvrière, celle qui est l'objet de l'exploitation la plus intense du régime capitaliste. Dans son stade impérialiste, le capitalisme fait peser encore plus son joug sur la jeunesse ouvrière, mais en même temps il a éveillé au sein de celle-ci la volonté de luter et la conscience de classe prolétarienne, et c'est dans le cadre de la lutte de classes que sont nées les premières organisations prolétariennes de jeunes. Et à l'heure actuelle nous assistons à l'effondrement du caractère révolutionnaire de ces organisations qui s'efforcent d'éloigner la jeunesse de tout lute de classes et de transformer ces organisations en associations purement « éducatives » pour essayer de dompter plus facilement la volonté de lute impétueuse de la jeunesse. C'est alors que nous posons la question : où va la jeunesse révolutionnaire ?

L'état de la crise économique mondiale serre à la gorge la bourgeoisie française, et au poids « normal » de l'exploitation et de l'oppression capitaliste sur la jeunesse, s'ajoute le fardeau de la crise actuelle. Les tentatives de la bourgeoisie de dominer idéologiquement la jeunesse ouvrière sont liées étroitement à l'asservissement de celle-ci. La bourgeoisie mène une lutte systématique pour l'assujettissement idéologique de la jeunesse ouvrière. L'école bourgeoise inculque aux jeunes des connaissances suffisantes seulement pour en faire des esclaves dociles du capitalisme, dans la fabrique, le bureau, l'armée, la vie politique.

La littérature, la presse bourgeoise, la religion, l'art, le cinéma, etc., servent aussi à l'éducation de la jeunesse dans l'esprit de soumission au régime capitaliste.

Tout comme les organisations d'éducation, les sociétés sportives, boys-scouts, militaires, politiques, religieuses, travaillent dans l'esprit de la bourgeoisie parmi la jeunesse travaillante pour son empoisonnement idéologique. Et de ce fait, par un bourrage de crâne bien proportionné, la bourgeoisie fait sa provision de chair à canon. Puis, par la propagande mensongère, spéculant sur la faim des jeunes chômeurs, elle recrute des engagés volontaires pour son armée, qui pourtant crie : « On crève de froid, de fatigue et de faim ! » Bah ! cela n'empêche pas les manœuvres de se faire. Sur le sol où l'on a assassiné durant la dernière boucherie, nos pères et

reconnue, et a contribué beaucoup aux rapprochements. Avec elle, plein accord, faisons du bon travail. On parle aussi, dans la coulisse, des jeunes émeutes de Bergery. Non, vraiment, le plat réformisme accommodé à toutes les sauces ne nous revient pas. Quant aux jeunes qui n'ont pas pris position, ne voulant obliger personne, nous ne pouvons que leur demander d'être conscients dans leur jugement. C'est ce que le Front révolutionnaire que nous voulons faire et pas autre chose, de boutique ou d'hypocrisie.

Fédération Lyonnaise de la J. A. C.

Le Coin des Encasernés

Paris, le 21 janvier 1938.

Chers Camarades de la J.A.C.,

Je vous écris peut-être tardivement, mais 16 tiens aujourd'hui à le faire. Je n'étais pas anarchiste avant d'accomplir mon service militaire, ces deux ans passés sous la férule militaire m'ont bien fait réfléchir. A ma libération, en lisant le Libertaire, j'ai eu avec satisfaction que vous réserviez « Le coin des Encasernés », et je viens aujourd'hui apporter de l'eau à votre moulin. Ce que je vous écris ne sort pas de mon imagination, mais est l'EXACTE vérité, ce n'est qu'un fait entre mille que je vous expose.

La scène se passe au 30^e B.C.P. qui est en garnison à Saint-Nicolas-de-Port, dans la Meurthe-et-Moselle. Sur les deux ans de mon service, j'ai passé plus de 15 mois comme employé aux cuisines, je suis donc à même de pouvoir parler de la façon dont les hommes sont nourris. A aucun moment, je n'ai constaté cette fameuse amélioration de l'ordinaire. J'ai promis par le Front Populaire, en qui nous avions tant d'espoir, et par son ministre DALADE.

Comme par le passé, j'ai vu des hommes accomplir de longues heures de « service » l'estomac vide.

J'ai vu des jours de tir, 5 ou 6 hommes désignés comme vedettes, partir le matin à 3 h. 15, hiver comme été, avec un quart de jus dans le ventre.

Il leur avait été distribué la veille un casse-

FEDERATION DE LA J. A. C. REGION PARISIENNE

VENDREDI 28 JANVIER 1938, A 20 HEURES 30.

Salle Dupetit-Thouars, 10, rue Dupetit-Thouars (Métro : Temple)

tous les adhérents de la J. A. C. assisteront à notre

GRANDE CONFERENCE

La jeunesse ouvrière : Son histoire, Ses mouvements idéologiques Ses organisations

Les camarades de l'U.A. sont cordialement invités

nos frères, on laboure de nouveau la terre avec des godichots de fantassins. Pourtant les jeunes travailleurs sous l'uniforme sont durement menés, accomplissant des marches de plusieurs heures avec un quart de mauvais jus dans le ventre, et combien déjà sont morts assassinés par les brutes galonnés ? Mais la vie des soldats peut-elle compléter pour les prolétaires qui préparent un nouveau massacre ?

Mais quels moyens a la bourgeoisie pour réaliser sa politique sur le dos de la jeunesse travaillante et de tout le prolétariat ? A ceux qui n'acceptent pas d'être affamés sans résistance, qui font la grève, descendent dans la rue, la bourgeoisie, au lieu de pain, leur envoie ses filices et ses gardes mobiles. Et ce sont les matras qui défilent devant les tribunaux où l'on tord les chairs-tourées, ennemis du prolétariat.

Partout l'appareil bourgeois entre en action, pour une offensive contre le prolétariat. Dans les casernes et sur les bateaux, la répression est encore plus féroce. Les G. D. V. veulent taire peser sur chaque soldat ou marin la menace du fâlot, des bagnes de Calvi, Oleron et Méc'héria « Pour conserver le moral à l'armée ».

Face aux plans de famine de la bourgeoisie et à la collaboration avec les affameurs des Communistes et Socialistes, la jeunesse doit relever la tête, pour la lute contre le capitalisme avec le renouvellement des conventions collectives, contre la guerre impérialiste organisée sous le manteau « pacifiste » de la S.D.N. Mais nous savons que la bourgeoisie n'accordera pas les revendications par une simple exigence ou par une seule action parlementaire. La classe du pouvoir n'est pas décidée à lâcher le morceau, il faut lui arracher de force, chaque amélioration aux conditions de travail, et de vie. Mais les luttes quotidiennes qui se succèdent ne mettront pas fin à l'exploitation capitaliste, direz-vous. Certes, tant que le pouvoir est aux mains des bourgeois, la domination capitaliste subsiste. Cependant, chaque victoire sur une revendication des travailleurs touche droit au cœur la classe dirigeante. Attendre la bourgeoisie sur le front économique ou militaire c'est nous rapprocher de la victoire finale, de la libération totale par le renversement du capitalisme.

André DELAGE.

OU EN EST L'UNITÉ ?

Nous n'avons pas mis de grand U, donc, cette fois, nous ne parlerons pas de celle des frères communistes, socialistes et chrétiens. Mais d'une unité dans des cadres plus révolutionnaires. Après les vestes retournées de ceux qui, hier encore, se posaient en super-antimilitaristes et qui marchent aujourd'hui sur les traces d'un Hénri, la grave question a été de savoir où les anciens J. A. C. et J. S. devaient aller pour se regrouper avant de repartir en avant. A cette occasion, trotskistes et léninistes ont machonné du vieux Marx et se sont mis, naturellement, au premier rang. Aux embourbés, ils ne pouvaient qu'offrir l'impasse chimérique de leurs conceptions ignorées et théoriques. La J. A. C. a été l'égale dans la Lutte ouvrière comme dans la Commune, du moins ils vous l'assurent et, au grand jour, chacun a pu s'apercevoir que le Front populaire pour les naocs, n'était qu'un moyen, entre autres, de noyauter notre organisation, soit par la calomnie, soit par la démagogie, sur les nouveaux adhérents. Loin de là, il reste encore une organisation des Jeunes Equipes Unies pour une Nouvelle Economie Sociale, avec qui, nous pouvons faire autre chose qu'un petit bout de chemin. Ses militants, dans nombre de localités, sont déjà très rapprochés des nôtres et nous avons l'espoir, dans l'avenir, de vibrer encore beaucoup plus près d'eux. Leurs conceptions techniques sont d'un grand apport, et leur ligne de conduite, surtout, n'a jamais cessé d'être loyale. Si, parfois, nous avons eu quelques petits accrochages, notre franchise a été

croûte des jours sombres, rapidement absorbée des l'après. Lorsqu'ils rentraient à la caserne, rayonné avant 13 heures, la soupe était sonnée depuis deux heures, et il n'y avait plus aucune nourriture ni au réfectoire ni aux cuisines, pas même un morceau de pain.

J'ai vu de mes camarades aller réclamer au bureau de la Compagnie, on leur répondait qu'ils n'avaient qu'à être présents à l'heure de la soupe et que s'ils rouspétaient, ils seraient bon pour « QUATRE PAINS ».

Ceux qui possédaient quelque argent allaient à la cantine. Quant aux autres, ils se seraient simplement la ceinture d'un cran.

Pourant, la Commission des ordinaires possède des vivres pour un mois, mais le règlement interdit qu'il soit pris la plus petite portion de conserves.

Ne voyant pas vous importuner plus longtemps, je termine la lettre réservant pour l'ard d'autres renseignements sur l'armée, cette « Ecole du crime et du vol » mais aussi de la FAIM et de l'INJUSTICE.

Bien fraternellement, Jean Voisin.

REUNIONS ET CONFERENCE DE LA SEMAINE

Rueil-ville JEUDI 27

152, Av. Paul-Doumer, à 20 h. 45

CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES

Orateurs : Viroi, Servant

Paris-XVIII^e VENDREDI 28

7, rue de Trétagne, à 21 h.

LES PATRONS ATTAQUENT

Orateurs : Vintrigner, Oriol, Barzangette.

Alfortville Salle des Fêtes, 118, rue Villeneuve

LES PATRONS ATTAQUENT

Orateurs : Servant, Cam

Montfermeil Salle Bernier, Grande-Rue

POURQUOI NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Frémont, Gaudry

Paris XX^e MERCREDI 2Chez Lejeune, 67, rue de Ménilmontant, 1^{er} étage.

LA FAILLITE DU FRONT POPULAIRE

Orateurs : Servant, Pédon.

Bicêtre SAMEDI 5

Maison Commune, 19, Rue Villejuif

LES ATOUTS DU CLERICALISME ET LA POLITIQUE DE LA MAIN TENDUE

Orateur : G. Grégois.

Le statut du travail
C'est la
législation
de la
capitulation
devant
le patronat

le libertaire syndicaliste

Le statut du travail

M. Chautemps, chef du deuxième gouvernement de Front Populaire, a délibérément démissionné ce gouvernement parce qu'il se trouvait en face d'une agitation ouvrière qu'il jugeait — lui, chef — intolérable.

Ceux qu'il prétendait exclure de sa majorité ne se sont pas laissés faire. Ils ont prié, supplié. Ils se sont agenouillés. Si bien que M. Chautemps a consenti à les admettre dans la majorité numéro trois de Front dit Populaire. Et, dans le vote de confiance qui a suivi la déclaration ministérielle, les bulletins des exclus de gauche se sont mélangés agréablement avec les bulletins des exclus de droite. Tout concourait à ce résultat ; couplet sur la défense nationale, goûté par la droite qui touche chaque fois que les munitionnaires s'engraissent, prisé par l'extrême gauche qui ne rêve que pourfendre pour la plus grande gloire de l'U.R.S.S.

Et surtout, l'annonce du dépôt d'un projet de statut du travail. Il y avait là de quoi rallier tous les conservateurs, de Paul Reynaud à Maurice Thorez, de Jouhaux et Frachon à C.-J. Gignoux. Tous ceux qui craignent la révolution parce qu'elle marquerait la fin de leurs privilèges, tous ceux qui la veulent dans un avenir lointain parce qu'ils vivent de sa préparation, ont applaudi à l'annonce d'un statut du travail.

Quel sera ce statut ? Il serait absurde d'en parler avant de le connaître. Mais si nous n'en connaissons pas la lettre, nous en connaissons l'esprit. Et c'est pourquoi nous pouvons dès maintenant prendre position. C'est pourquoi nous devons — les détails nous intéressent peu — marquer notre opposition à la ligne générale du projet.

Son but d'abord : amener une collaboration étroite entre le capital et le travail, entre les exploités et les exploités, entre les voleurs et les volés.

Nous ne marchons pas. Inutile de donner des explications. Nous ne marchons pas, PARCE QUE NOUS SOMMES ANARCHISTES. Pas plus que nous ne devrions marcher les communistes et les socialistes s'ils étaient encore ce qu'ils prétendent être. Pas plus que ne marcherait la C.G.T., si ses dirigeants connaissaient les statuts qu'ils ont mission de faire appliquer.

Nous n'avons pas d'illusions à nous faire. Sans doute, nous serons seuls, dans la veulerie universelle, à faire entendre notre voix. On l'entendra

malgré tout. On la croit faible. Mais le dévouement de nos militants suppléera à la faiblesse de nos moyens, et, avec eux, nous empêcherons que l'on enserré la classe ouvrière dans un réseau de liens dont elle ne pourrait se libérer.

Ne connaissant pas encore le statut du travail, nous ne parlerons aujourd'hui que d'un seul de ses aspects (déjà — du reste — mis à l'épreuve), de ce qu'on appelle : « La neutralisation de l'usine en grève. »

Nous n'avons encore rien, je le répète, qui nous dise comment M. Chautemps comprend la neutralisation, mais il existe un exemple : Goodrich, et surtout une explication : celle de M. Jules Moch, député socialiste. Voici ce qu'écrivit M. Jules Moch dans le Populaire du 8 janvier :

« 1° Toute grève doit être votée à bulletins secrets, à la majorité, la décision du plus grand nombre engageant la minorité. »

« 2° La grève régulièrement votée, le lieu de grève est neutralisé. Inutiles, les occupations ne se produisant plus et seront désormais empêchées par une généralisation de l'heureux précédent Goodrich. »

« 3° Un scrutin interviendra, dans les mêmes conditions, après chaque négociation ou, faute de pourparlers, tous les huit jours. »

« 4° La majorité ayant décidé la reprise du travail, la puissance publique la protège contre d'éventuelles provocations d'une minorité, comme elle contrôle les scrutins et rend effective la neutralisation. »

Ca peut paraître séduisant. Examinons un peu point par point.

1° La grève votée à bulletins secrets à la majorité ? Ça pourrait s'admettre à la rigueur pour déclencher le mouvement.

« Mais une fois que la grève aura duré quelque peu (et la neutralisation des usines fera traîner les mouvements en longueur) il est impossible de se retrancher derrière des scrutins secrets. La solidarité du départ doit s'exercer jusqu'au bout. Et le mouvement ne peut être à la merci des manœuvres patronales ou gouvernementales, qui ne manqueront pas de s'exercer sur les plus nécessaires et les moins aguerris des ouvriers en lutte. La grève à vote secret c'est son torpillage au départ même. »

2° Un scrutin interviendra.

3° Un scrutin interviendra tous les 8 jours. »

Et... sans doute que dans ces intervalles hebdomadaires, les grévistes auront toutes facilités pour aller déjeuner et dîner chez M. Jules Moch. Il est magnifique ce M. Moch... Il sait — puisqu'il est député — que pendant les élections la vie de l'électeur est belle. Il y a toujours un candidat pour lui offrir le pain et le vin. M. Moch pense sans doute que pendant la « neutralisation » ce sera pareil. Le gréviste viendra voter et, en attendant les huit jours, il pourra toujours manger des briques. M. Moch (qui n'y a jamais goûté) ne sait peut-être pas que la brique est un aliment indigeste.

4° « La majorité (ayant suffisamment bouffé des briques) décide la reprise du travail. La puissance publique la protège. » Et voilà la grande idée du Front Populaire.

AFFAMER D'ABORD LES TRAVAILLEURS. ET QUAND, A BOUT DE FORCES, UNE MAJORITE (MEME INFIME) DECIDE LA REPRISE DU TRAVAIL, ENVOYER LA POLICE SUR LES IRREDUCTIBLES, CEUX QUI MALGRE TOUT PREFERENT SOUFFRIR QUE CEDER. M. Moch, patriote, encourage ceux qui « préfèrent mourir que se rendre » ; M. Moch, agent patronal, lâche ses flics sur ceux qui veulent résister.

5° J'y arrive avec un petit retard, mais j'y arrive quand même : La grève votée, le lieu de grève est neutralisé. Sans blague ? S'il s'agit d'une petite boîte, admettons-le. Mais la solidarité patronale jouera. Ce que le patron ne pourra fabriquer chez lui, le sera chez ses confrères, jusqu'à jour où les ouvriers, las de manger des briques... (voir plus haut.)

Mais s'il s'agit d'une grande maison ? S'il s'agit d'une corporation tout entière ? S'il s'agit d'une fabrication intéressant la sainte défense nationale ?

S'il s'agit d'un service public ? S'il s'agit d'une grève générale ? Neutraliserai-t-on ?

Farceurs ! J'ai dépassé la place qui m'est accordée, je ne conclus pas maintenant. Mais dès aujourd'hui je veux dire aux camarades : ATTENTION. ON VEUT ENFERMER LE SYNDICALISME DANS UN RESEAU DE BARBELES, D'OU IL NE POURRA JAMAIS SE SORTIR. C'EST LA PLUS FORTE ATTAQUE QUE NOUS AYONS EU A SUBIR DEPUIS LONGTEMPS. CAMARADES VEILLEZ !

CAM.

Le syndicalisme contre la guerre

Au nom de l'antifascisme et pour la sauvegarde de l'U.R.S.S., nous sommes pressés par les partis politiques d'extrême gauche, de nous tenir prêts pour une prochaine guerre. Une propagande active est menée en ce sens et nous assistons sous l'égide des drapeaux tricolore et rouge fraternellement mêlés à une recrudescence de chauvinisme national.

Une telle situation ne doit pas laisser indifférents les syndicalistes car nous pensons qu'avant de songer à défendre leurs conditions d'existence, les travailleurs doivent préserver leur existence même contre tous les risques de guerre.

Aussi inscrivons-nous à l'ordre du jour du syndicalisme la lutte contre le bellicisme capitaliste.

Nous allons d'abord essayer d'évaluer dans le fromage chauvin de nos antifascistes patriotes pour nous rendre compte si la position de ces « camarades » est tenable.

Nous parlons en guerre contre Hitler, Mussolini ou le Mikado.

Une première hypothèse se pose : « nous » sommes vainqueurs.

Qu'advient-il ? Dans notre « douce France », des familles pleurent les morts, des blessés gémiront dans les hôpitaux ; une génération d'enfants aura souffert des bombardements, de la faim et de la détresse morale. Les ruines accumulées seront déblayées ; on reconstruira, une ère de prospérité naîtra au rythme de nouveaux orchestres fous.

L'Union sacrée aura une fois de plus disparu et le forum parlementaire s'emplira des chialeries et des discours hâtifs.

Puis l'ère des crises recommencera et alors les prolétaires endormis par la période factice de prospérité et l'absence des nouvelles cérémonies du « souvenir » seront incapables de réagir et se laisseront guider vers des prochaines journées des Dupeux.

La République bourgeoise française éclairera de nouveau le monde et se portera garante de la paix dans une S.D.N. rebaptisée et réécrite.

Chez les « vaincus », la Révolution éclatera sans doute, mais rien ne nous laisse prévoir qu'elle évoluera dans le sens de l'émancipation des travailleurs, au contraire tout porte à penser qu'elle se stabilisera dans une démocratie bourgeoise.

Une deuxième hypothèse se pose : « Nous » sommes vaincus, car nos patriotes l'oublient cela ; en dépit d'un surarmement considérable les impondérables de la guerre peuvent être défavorables à l'Etat-Major « français » ou « allié ». Alors en dépit de tout, c'est l'invasion et les sacrifices n'auront servi de rien. Mais que nos patriotes se rassurent, les Empires monstrueux se sont toujours écroulés. Ce que les prolétaires auraient le plus à craindre, c'est qu'ils ne soient utilisés dans une bagarre nouvelle entre Hitler et Mussolini par exemple.

Mais, peut-être que les travailleurs « vainqueurs » et « vaincus » réunis sous les mêmes drapeaux et subissant le même asservissement réaliseraient leur internationalisme, contre l'ennemi commun qu'ils auraient enfin discerné, le mythe des frontières étant dispersé.

De l'examen de ces deux hypothèses, il ressort clairement que la position de nos patriotes antifascistes est intenable. Mieux, ces camarades semblent ignorer que les chefs fascistes redoutent une conflagration mondiale à cause de l'opposition sourde et multiple qui bouillonne parmi leurs gouvernés.

Pour cette raison, les chefs fascistes ont innové une forme de guerre ; la guerre larvée ou perle, qu'ils ont expérimentée en Abyssinie, en Espagne, en Chine. Elle leur permet d'acquiescer du prestige à bon marché (tout est relatif !) et sans gros risques.

Mais on « nous » attaquera, répondront les patriotes antifascistes !

C'est la corde qu'ils percent pour créer une psychose de guerre et trop de prolétaires se laissent ému par cette invitation à la valse des obus et des machabées.

Le but de l'armée républicaine, accepte les apparences de la défense passive.

Elle accourt aux 14 juillet rutilants, aux 11 novembre théâtraux. Les anciens combattants, les gosses de la guerre n'ont rien retenu des leçons du passé.

Anatole France écrivait : « On ne meurt pas pour la Patrie, on meurt pour les industriels ». Hé oui, la Patrie n'existe pas, c'est une création d'exploiteurs consolidée, modelée, depuis des siècles par leurs successeurs, pour y mettre à l'abri leurs intérêts.

Quand elle ne sert plus à cela, les exploitateurs l'abandonnent comme le font en ce moment les fascistes (l'affaire du C.S.A.R. en est une éclatante preuve).

Et les travailleurs voudraient faire leur, ce qui ne leur servirait en rien ?

Ce qui existe, c'est le lieu où chacun est né, où il a vécu, la région qu'il a parcourue autour de la maison familiale.

Prolétaires, au lieu de vous ranger derrière votre capitalisme, vos gouvernements bourgeois (et votre Front Populaire en est un échantillon), au lieu de défendre la Bastille et la Nation et de beller pieux à la Marseillaise revigorée et internationale pâlie, tendez vos mains à vos frères de misère par-dessus les frontières et lutez contre la guerre.

D'abord, en vous dressant contre l'augmentation permanente et scandaleuse des crédits de guerre, car par une surenchère continuelle, les forces vives des travailleurs s'écrouleront dans le moule des canons.

Nous aurons de quoi vous tuer de chaque côté des frontières ; nous n'aurons, plus de quoi nous nourrir ; nous allons au suicide et nous nous suiciderons dans les prisons dans lesquelles nous serons laissés enfermer, ces prisons sont les patries.

Luttez enfin contre la guerre en la privant de ses aliments ; ni pétrole, ni mazout aux agresseurs actuels ou éventuels. Etendez cette exclusive à toutes les matières premières et au matériel qui peuvent nourrir la guerre.

Mais pour appliquer un tel boycott n'ayez pas confiance en vos gouvernements, n'ayez confiance qu'en vous-mêmes, à vos organisations syndicales au sein desquelles, vous agirez à la mine, à l'usine, au port, à l'aérodrome, sur le chemin de fer, sur la route.

Rappelez-vous ceci : l'émancipation des travailleurs se fera par les travailleurs eux-mêmes.

LACARCE.

LA PAIX SOCIALE

La première manifestation d'activité du Front Populaire, après la ratification des avantages arrachés par les ouvriers en juin 1936 fut de déclarer clos le chapitre des revendications nouvelles et de passer au stade de la pause provisoire. On peut certifier que cette pause, provisoire en théorie, représentait les aspirations secrètes et non avouées de ceux qui, se réclamant des masses ouvrières, veulent conserver le plus longtemps possible les avantages assurés, par cette position équivoque. Les grands travaux, la retraite des vieux, l'application intégrale des 40 heures, l'échelle mobile, autant de revendications essentielles pour le prolétariat et aussi autant de revendications gênantes pour nos dirigeants politiques. Au gouvernement des temps, insulgateur et défenseur de la pause délicate, a succédé un nouveau gouvernement Chautemps qui se distingue du précédent par l'adoption d'un nouveau slogan « La paix sociale ». Nous verrons certainement et dans un avenir rapproché succéder à ce front populaire rétrogradé à la participation, la formule Blum du Front populaire élargi (Thorez à Reynaud) pour arriver enfin au but recherché : l'unité de tous les bons Français de la Chambre des Députés, c'est-à-dire la collaboration ministérielle entre les exploités et les représentants des exploités, entre les saboteurs des lois sociales et ceux qui devraient les faire respecter. Il est regrettable de constater que la C. G. T., loin de se retirer de ce guépier et d'abandonner à leur sort tous ces politiciens, donne au contraire son appui moral et sa participation officieuse à ce gouvernement de dupes populaires. Il est même assez plaisant de lire dans les journaux ouvriers la forme humoristique avec laquelle est décrite la confiance manifestée envers Chautemps par la réaction. Je citerai entre autres un extrait du « Peuple » du 23 janvier : « Hétons-nous d'ajouter que cette quasi-unanimité ne signifie rien, car elle n'est due qu'à une manœuvre hypocrite et peu courageuse d'une opposition résolue à brouiller les cartes ». Je me demande quels sont les hypocrites ? Les députés du F.P. qui devaient défendre les intérêts ouvriers ou ceux qui voyant la faillite de ces partis politiques acceptent la main tendue dans l'intention nullement dissimulée de rétablir dans leur intégralité les privilèges des classes possédantes ?

Je n'ai pas une C. G. T. indépendante de toute emprise politique, n'aurait pas et, à prouver l'arbitrage, obligatoire, l'enquête sur la production et les reconductions successives des contrats collectifs, sans amélioration, mais fait plus grave, la C. G. T. est d'accord avec le Gouvernement Chautemps sur le principe d'une loi anti-syndicale : « la démocratisation de la grève avec sanctions pécuniaires ». Les sanctions pécuniaires, c'est-à-dire la déchéance des droits sociaux, nouvelle atteinte aux droits ouvriers que Chautemps se propose de faire adopter avec les 501 voix de l'Union sacrée des partis de gauche et de droite n'est en réalité que la reprise de la proposition de loi déposée par le cabinet de gauche Waldeck-Rousseau, devant la Chambre en 1901. Cette loi constitue la négation du droit de grève et l'abandon de la sauvegarde de la défense ouvrière. Il est de l'intérêt de tous les travailleurs de connaître la position adoptée par la C. G. T. en 1901 devant cette menace gouvernementale. Voici un extrait de la circulaire du 25 mai 1901 envoyée par la Fédération à toutes les Bourses du Travail :

« Le projet de loi que nous venons de vous adresser est attentatoire au droit de défense des salariés contre les spoliateurs... S'il plait aux travailleurs d'organiser leurs grèves, de faire usage du referendum, libre à eux, ils n'ont nullement besoin d'une loi réglementant, avec toutes sortes de complications, cette façon d'agir, d'une loi dont ils ne sont pas les auteurs, mais dont ils peuvent être les dupes et dont ils seront certainement les victimes ». A une époque plus récente, au quatrième Congrès de l'I. S. R. tenu à Moscou en mars 1928, la même position était suivie et la condamnation formelle de l'arbitrage avec sanctions fut confirmée dans la déclaration suivante :

« Le but de l'armée républicaine, accepte les apparences de la défense passive. »

« Lutte sociale du prolétariat et à supprimer le « droit de grève. »

« Sont particulièrement funestes les tentatives de réformes de faire sanctionner les contrats collectifs par les tribunaux et autres institutions bourgeoises et de lier les contrats collectifs à l'arbitrage... »

« question est ainsi posée, les contrats collectifs sont une arme éminemment dangereuse qui sert à subordonner les intérêts de la classe ouvrière à ceux de la bourgeoisie. »

L'esprit et le texte de cette loi combattue par tous les militants syndicalistes d'avant et d'après-guerre ont été repris au nom de la paix sociale sous l'inspiration et avec l'approbation de la C. G. T.

La Confédération renonce même sous la garantie d'une protection juridique illusoire à l'occupation des usines ou chantiers comme le mentionne Jouhaux dans un article paru sous le titre « Pour la paix sociale » et où il écrit entre autres : « Ajoutons que nous sommes prêts à déclarer que nos camarades ne peuvent plus recourir aux occupations d'usines si par une mesure légale on veut bien quand la grève aura été déclarée à la majorité des travailleurs neutraliser l'usine (Vendredi, 14-1-38). Nous voyons également les journaux syndicaux remplis d'articles réclamant ou pronant « le maintien du F. P. » le respect du serment du 14 juillet, l'application du programme du F. P. »

On oublie que le Front populaire s'est transformé en front anti-populaire, on veut ignorer que les grandes victoires ouvrières n'ont jamais été obtenues dans une atmosphère de paix sociale, on méconnaît que les serments platés, échangés entre partis politiques ne constituent en fait que l'affirmation de leurs désaccords et on laisse dans les tiroirs, le programme de la C. G. T. qui pourtant existe réellement et dont on nous a rebattu les oreilles en nous le présentant comme une panacée capable de mettre fin aux maux engendrés par le capitalisme. En résumé, il est fait l'apologie d'une politique néfaste qui n'a donné et ne peut donner pour le mouvement syndical que déceptions et déboires.

La position logique des syndiqués, devant la carence des responsables confédéraux, est d'élimer de l'administration syndicale tous ces serments et de se consacrer à la réalisation de leur combativité par la réalisabilité pour les remplacer par des militants indépendants qui abandonnant au gouvernement et au patronat « la Paix sociale » la remplaceront par l'« Action syndicale ».

LEFEUVRE.



Le capitalisme du textile affameur des populations du Nord

Après les dernières mascarades de la presse, soldisant bien pensante, qui réagit comme elle se doit devant les vagues ouvrières de ces derniers jours, il est une industrie qui a été particulièrement « assassinée » par ces feuilles pourries : je veux parler du textile.

Alors que cette corporation, peut-être la moins payée de France, avait demandé, par la voix de ses représentants cégétistes un rajustement de salaires de 11 0/0 dès la parution du coefficient, il plaisait à un certain M. Ley, secrétaire général du consortium textile Roubaix-Tourcoing, l'affameur trop connu des populations du Nord, d'opposer une résistance acharnée à l'application des revendications ouvrières.

Devant le refus général du patronat textile, le différend fut porté devant la procédure de conciliation et d'arbitrage. M. l'Intendant général Bernard (autrement dit le Pape) fut désigné comme arbitre. Toutes les organisations ouvrières se présentèrent à la conciliation, suivies de quelques grosses bedaines du patronat.

Leur grand chef, M. Désiré Ley, se chargea de tout remettre en ordre.

Il chercha bien à faire des ouvriers en accordant 300 francs à quelques chefs de famille, mais pour la grande masse, il refusa catégoriquement toute augmentation.

Autant dire que l'arbitrage, « même d'un général », il s'en foutait totalement, nous aussi d'ailleurs ! Ce gros ventre se plaça au-dessus des lois en vigueur.

Mais, me direz-vous, quelles sont les bases de cette force, de cette arrogance à vouloir affamer les masses prolétaires du département du Nord.

Les voici :

1° D'abord le très grand nombre d'années (un siècle) d'exploitation exercées par ce patronat, le textile étant une des premières branches ayant subi l'adaptation mécanique qui, en régime capitaliste, s'accomplit toujours sur le dos des travailleurs, à pu, de ce fait, et aussi de la nécessité de la matière, s'enrichir d'une façon incroyable.

Je ne veux pour preuve que la trop célèbre maison Cartier-Bresson J. Thiriez Père et Fils, qui possède des hectares et des hectares de départements, qui a des usines à Pantin, Paris (rue Vitruve), à Celles (Vosges), à Lille, avec un magasin de vente boulevard Sébastopol.

Voilà les richesses accumulées par un siècle d'exploitations.

2° L'esprit de résignation enseigné par les curettons dans les régions du Nord, ces maragnats du textile, ayant très bien compris la force d'asservissement du catholicisme. Et croyez bien qu'ils en usent !

A Lille, pour avoir l'honneur d'engraisser ces messieurs, il faut montrer patte blanche, qui en l'occurrence est un certificat de baptême.

Il y a encore une vingtaine d'années, cette coutume était encore en vigueur chez Cartier-Bresson, à Paris.

Ces gros manitous ayant le souci de la façade ne sont pas les derniers à s'agenouiller devant le culte de la paroisse, mais qui, à l'usine, se montrent d'un rigorisme repoussant, d'une inhumanité au-dessous d'un adjutant ou d'un garde-chiourme.

Celui qui en profite c'est toujours le Jésuite ! Aussi ne doit-on pas s'étonner que ces régions sont des fourmilières à C.F.T.C. Demandez aux camarades si dans cette industrie, et à seule fin d'instaurer la division, les meilleures places ne sont pas réservées à ces syndiqués chrétiens, et, en revanche, brimer les délégués cégétistes.

3° Une autre force au service de ce patronat est le système de perfectionnement de l'attachement forcé des travailleurs à son usine, je veux parler des cités ouvrières imaginées par ces âmes charitables soi-disant pour assurer le logis de leurs ouvriers. Mais examinons un peu cette philanthropie.

Le patronat fait bâtir des maisons d'habitation à proximité des usines, y loge son muscle, et n'oublie pas, bien entendu de prélever sur la semaine de son ouvrier le montant du loyer. L'argent retombe toujours dans la même caisse ! Et le plus grave, c'est que lorsque ce même ouvrier tentera une grève, il sera sommé en bonne et due forme à vider les lieux, non pour cas de grève, mais son gossuet étant à sec, parce qu'il ne paye pas son « vaujour ».

Voilà camarades, les causes principales de cette force. Eloignez-vous que ces salauds se refusent à tout arbitrage, balouent et briment les délégués, fassent languir les revendications, refusent l'échelle mobile. Leur signature, ils s'en tapent les culottes.

Et lorsque la grande presse fait un appel au calme et prêche le respect des engagements pris, nous, syndicalistes révolutionnaires, de leurs jérémiades, on s'en fout et savons très bien quels sont ceux qui grugent la classe ouvrière et l'exploitent.

Ils savent aussi que dans la société future, on n'a que faire de ces égoïstes, ces hypocrites, ces lâches, ces patriotes au compte en banque ; ils disparaîtront ces profiteurs de misères humaines ; il y a autre chose sur terre que l'argent, cette Patrie ! et c'est pour ça que nous luttons.

A. G.

DANS LES P.T.T.

Une résolution de l'Interurbain-Archives

Le personnel de Paris-Interurbain-Archives, réuni dans la cour du Central, 63, rue des Archives, le 24 janvier 1938 à l'appel de ses militants de la Sous-Section fédérale, après avoir entendu les camarades Persing, Mazal, Moreau et Fronty.

Reclame l'application de la semaine de 40 heures dans les P. T. T. pour le 1^{er} février 1938 avec recrutement de personnel et sur 5 jours de travail ;

Déclare qu'il ne peut plus être fait aucune nou-

velle concession sur la date de cette réalisation dans les P. T. T., cette loi sociale étant appliquée depuis plus de 18 mois dans le privé ;

En dénonce la non-application dans les administrations d'Etat, attitude qui encourage le patronat au sabotage de la loi pour nos camarades de l'industrie privée ;

Demande que le personnel recruté pour son application soit titulaire et que dans les services exigeant un long apprentissage technique, les heures supplémentaires faites à partir du 1^{er} février soient rendues par compensations ;

Dénonce les méthodes d'action employées pour obtenir cette réforme sociale jusqu'à ce jour comme inefficaces ;

SE DECLARE PRET A L'ACTION DIRECTE ;

Demande à ses dirigeants syndicaux et fédéraux l'élargissement des mouvements locaux au plan national et l'organisation de l'action directe (grève générale), seule méthode capable de faire aboutir nos revendications.

Dénonce également la dernière indemnité de vie chère comme insuffisante ;

Reclame l'échelle mobile après : révalorisation des traitements ; relèvement du salaire de base et révision des échelles, actuelles de traitements et établie sur des indices fixés par les organisations ouvrières ;

Préconise pour les traitements les mêmes méthodes de lutte que pour les 40 heures.

REUNION DES CADRES SYNDICAUX DE SAINT-CHAMOND

Convoqués à cette réunion (vu la situation présente) autrement dit F. P. dans les choux, nous avons eu à subir le discours sans fin ou plutôt sans fond du cumulard Thibaut de l'U. D. qui après nous avoir fait l'apologie du F. P. nous fait ressortir que l'on veut évincer la C. G. T. et surtout le P. C. du rassemblement populaire.

C'est à n'en pas croire ses oreilles que d'entendre de telles paroles, prononcées devant des syndiqués qui pour la plupart sont endormis par les slogans des policiers profiteurs de la C. G. T. qui au nom de l'unité n'ont pas hésité à occuper les places de direction, et qui, maintenant que le vent tourne viennent de nouveau nous dire qu'il en est fini des questions personnelles et préchent l'unité devant le danger commun. Aurait-ils peur que leurs cadres ne puissent résister au choc, et que leurs troupes disparaissent devant le danger commun comme la neige au soleil ?

Quant à nous syndicalistes révolutionnaires nous ferons notre devoir de prolétaires libres, tout bout, ce qui n'empêche pas qu'à l'heure du danger nous ne voulons pas soutenir la politique d'un parti dit communiste qui par sa démagogie politique et syndicale n'a fait que jeter la confusion dans les rangs de la classe ouvrière. — F. MEILLER.